

# La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM!

vendredi 2 mai 1924

## Sommaire :

A propos des incidents de Louvain  
Comment on écrit l'histoire  
A Sainte Catherine de Sienne en sa fête  
du 30 avril, à propos des politiciens  
Une interview  
Ce que j'ai vu en Russie soviétique  
Deux admirateurs d'Anatole France

Comte H. Carton de Wiart  
Jacques Bainville

Alexandre Masseron  
Paul Cazin  
Charles Saroléa  
Chan. Paul Halfants

Les idées et les faits : Chronique des idées : La Semaine sociale universitaire de Louvain, J. Schyrgens. — France. — Allemagne.

## La Semaine

\* L'Allemagne fête le centenaire de Kant. Les nations modernes en sont là : glorifier, par nationalisme, tous ceux de leur langue et de leur race auxquels la Providence a départi une parcelle de génie. L'usage qu'ils firent du don reçu n'entre plus en ligne de compte. La France célèbre Renan et Anatole France, sans se soucier de leurs blasphèmes ni des ruines qu'ils ont accumulées. L'Allemagne magnifie Emmanuel Kant, le père de l'orgueil moderne, qui sous le nom de subjectivisme, a ravagé toute l'intelligence du siècle dernier. Le philosophe de Königsberg a non seulement rompu avec le sens commun et compromis toute œuvre intellectuelle, mais, par sa morale autonome, et son impératif catégorique, il est aussi le grand responsable de l'anarchie morale contemporaine.

Le Kantisme, c'est l'exaltation folle du moi, l'homme ramenant tout à lui et imposant sa loi aux choses. Oui, Kant avait du génie, mais son influence

néfaste doit le faire ranger parmi les plus grands malfaiteurs de l'histoire.

Il s'est trouvé un critique français pour écrire ces jours-ci que Kant appartient à l'humanité. Hélas ! oui, car il a contaminé toute l'intelligence de son époque. Mieux eût valu qu'il ne fût jamais né...

\* 1<sup>er</sup> mai, fête du travail. Quel dommage qu'un parti fasse d'une fête qui pourrait être si belle, une manifestation en faveur du collectivisme, de la lutte des classes et de la dictature de la classe ouvrière.

Le dix-neuvième siècle, le siècle de l'industrie et le siècle du prolétariat, ne fit malheureusement pas au Travail la place qui lui revient. Rappelons-nous la « misère imméritée » de Léon XIII. Que l'on fête donc et que l'on exalte le Travail manuel. Dans l'emprise de l'homme sur le monde, sa part est grande et noble. On l'avait oublié. Une fête annuelle du Travail le rappellerait utilement. Mais une fête du Travail et non pas une fête de propagande marxiste et communiste.

Bruxelles : 81, rue de l'Abbaye.

(Tél. : 451,70 ; Compte chèque-postal : 48.916)

CHOCOLAT

D  
U  
C

CHOCOLAT



DU C ANVERS

LA

GRANDE

MARQUE

BELGE

Application générale de l'électricité

A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRIERIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines, BRUXELLES

PARQUETERIE

DE LUXE ET ORDINAIRE

SYSTÈMES HYDROFUGES

*sur Carreaux spéciaux et sur Béton*

PARQUETS MASSIFS sur Gitages

PARQUETS TAPIS

Téléph. : 32194

USINE A VAPEUR

BUREAUX et ATELIERS : 9, Rue Saint-Hubert, 9  
Rond Point de l'Avenue de Tervuren (Cinquantenaire)

DEPOSE  
POCKET  
radio  
BREVETE

Appareil à Galène  
de Poche

en vente dans les princi-  
paux magasins de la ville

GROS :

46, Rue des Riches Claires  
BRUXELLES

G. VERAART

DÉCORATION

PEINTURE DE BATIMENTS

25, PLACE VAN MEYEL ETTERBEEK  
BRUXELLES

ENTREPRISE GÉNÉRALE

DE DÉCORATION INTÉRIEURE

# A propos des incidents de Louvain

## Un dernier mot

Les tristes incidents auxquels a donné lieu la réunion à Louvain d'un Congrès dit « de la Grande Néerlande », ont eu leur écho jusque dans la presse étrangère. Sans doute, il ne faudrait pas, en insistant plus que de raison sur toute cette affaire, s'exposer à en grossir l'importance. Il s'agit, qu'on ne l'oublie pas, d'une initiative prise par un Comité d'étudiants. La vie universitaire de Louvain a toujours connu une germination abondante jusqu'au pullulement, de groupes, de sociétés, de comités, dont les buts et les tendances varient presque à l'infini, suivant l'entraînement des caractères, de l'actualité ou de la mode. Toute l'exubérance et toute l'inexpérience de la jeunesse s'y donnent libre carrière. Beaucoup de ces sociétés vivent à peine « l'espace d'un matin », c'est-à-dire la durée d'une génération estudiantine.

Qu'à l'occasion d'un Congrès ou d'un banquet souvent sans lendemain les organisateurs ou les orateurs de ces sociétés cherchent à tirer quelque fusée aveuglante, ou à faire éclater quelque bruyant pétard, l'homme dans la rue ne s'en étonne guère et se dit, philosophiquement, faisant parfois un retour sur lui-même : C'est de leur âge ! Il comprend même, à la rigueur, que des étrangers, et surtout des étudiants étrangers, invités à participer à des palabres de ce genre, s'y laissent entraîner à des formes de style et de langage très différentes de la réserve diplomatique.

Mais il y a en ceci, comme en toutes choses, une mesure à garder. Et cette mesure est tout à fait dépassée lorsque des étrangers, abusant de la confiance et de l'hospitalité d'un pays voisin et ami, viennent y encourager ou y propager des tendances qui sont directement contraires à la politique gouvernementale de ce pays.

L'opinion publique belge trouverait très naturel que la Sûreté française fit reconduire poliment à notre frontière des étudiants belges qui, dans leur enthousiasme pour la doctrine monarchique, iraient faire chorus à Paris avec les « Camelots du Roy » en faveur de Philippe d'Orléans ou de tout autre prétendant. C'est pour les mêmes raisons qu'elle n'a pas du tout approuvé que quelques Hollandais, dénués d'ailleurs de toute autorité officielle, soient venus à Louvain, appuyer de leur présence ou de leur parole, un mouvement séparatiste qui après avoir été si perfidement alimenté par l'occupation allemande, apparaît nettement dirigé contre notre vie nationale.

Les commentaires auxquels le Congrès pan-néerlandais de Louvain a donné lieu dans notre presse de langue flamande et de langue française, prouvent que tel est bien le sentiment

général en Belgique. *Het Laatste Nieuws*, journal libéral de Bruxelles, de même que le catholique *Handelsblad* d'Anvers, ont fait justement remarquer combien la dénomination donnée à ce Congrès est malheureuse, quelle que soit d'ailleurs la marchandise couverte par un tel pavillon. « Ce genre d'expression, disent-ils, appartient au vocabulaire impérialiste des grandes puissances et il y a quelque chose de comique à voir de petites nations l'employer. » En tout cas, cette appellation est de nature à faire croire qu'il s'agit, non pas seulement de resserrer des liens d'ordre intellectuel et moral entre la Belgique et la Hollande, mais plutôt de proclamer et d'accréditer des thèses et des formules de dislocation. Ceux qui organisent en Belgique des congrès sous ce nom, bien loin de favoriser l'amitié de la Hollande et de la Belgique, s'exposent à ralentir le développement des relations cordiales entre ces deux pays, au grand dam de la paix européenne et de leurs intérêts respectifs.

\* \* \*

Heureusement, nous avons pu constater, d'après le ton des journaux hollandais qui comptent, que le bon sens de nos voisins du Nord comprend ces vérités comme nous les comprenons nous-mêmes, et cela en dépit des quelques activistes belges qui résident aux Pays-Bas pour se soustraire aux conséquences de leur trahison pendant la guerre et dont les intrigues ne peuvent que nuire au pays accueillant qui leur sert de refuge.

Dans une lettre pleine d'à-propos, un correspondant du *Telegraaf* fait remarquer que l'opinion hollandaise trouverait très mauvais que, sous prétexte de mouvement « culturel » des étrangers vinssent se livrer à une propagande pan-frisonne à Leeuwaerden en invoquant la communauté de langue ou de race qui rattache un certain nombre des sujets de la reine Wilhelmine aux populations frisonnes qui s'étendent d'Emden à la frontière danoise.

Rien n'exige plus de tact et de discrétion que l'intervention d'un étranger dans la vie nationale d'un pays voisin. Il est toujours facile, en faisant appel à l'histoire ou à l'ethnographie, d'y découvrir des arguments en faveur de quelque thèse impérialiste ou séparatiste. Pas un pays d'Europe vis-à-vis duquel on ne puisse tenter cette expérience. Il y a quelques années, des Français du Roussillon ne s'étaient-ils pas avisés de faire à Barcelone de la politique pan-catalane ? Plus récemment des fascistes italiens s'imaginèrent d'aller manifester dans le Tessin suisse au nom de l'unité de langue. Pourquoi

demain n'iraient-ils pas en faire autant à Nice, tandis que les Français leur rendraient la politesse dans la vallée d'Aoste ?

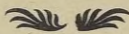
Les Canadiens de langue française, descendants des premiers pionniers de ce pays, n'étaient qu'au nombre de 65,000 lorsque en 1760, Louis XV décida d'abandonner à la conquête anglaise les fameux « arpents de neige », qui sont devenus une des plus riches contrées du globe. Ils sont aujourd'hui près de 4 millions, établis non seulement dans la province de Québec où ils forment la grande majorité, mais aussi dans l'Ontario et dans l'ouest jusqu'aux rives du Pacifique. Après des luttes très vives, le temps et les exigences économiques ont cimenté entre Canadiens de langue anglaise et de langue française, dans une soumission loyale à l'autorité britannique, l'admirable *Self-Government Dominion* qui est un des plus beaux fleurons de la Couronne impériale. On a vu pendant la grande guerre tous les enfants de cette nation lointaine servir l'Angleterre sur le sol de la France. Il fut peu d'épisodes plus glorieux et émouvants, dans cette épopée, que l'héroïsme du 22<sup>e</sup> régiment canadien, où des soldats de langue française et de langue anglaise étaient confondus, franchissant la crête de Vimy, pénétrant dans Cambrai, touchant Denain et libérant un coin de la Belgique envahie.... Lorsque des Français vont à Montréal ou à Québec, ils se réclament à juste titre de leur communauté de langue avec les Canadiens, mais je ne crois pas qu'ils aient jamais songé à y organiser des Congrès pan-français.

L'erreur qui encourage de telles extravagances, c'est de croire que la langue constitue à elle seule un principe national. Certes l'attachement à la langue maternelle est chose respectable et sacrée. Que chacun ait le droit de défendre sa langue et de réclamer d'être administré, instruit et jugé dans sa langue, telle est la justification d'un mouvement profondément légitime auquel notre législation a été très attentive et accueillante, surtout en ces dernières années.

Mais c'est une lourde erreur de croire que le dualisme des langues soit le moins du monde en contradiction avec l'unité d'une nation. D'autre part, il est contraire à la dignité et au prestige d'un pays de laisser passer le problème linguistique du domaine de la politique intérieure dans celui de la politique extérieure.

Les incidents de Louvain auront peut-être pour résultat de provoquer quelques méditations sur ces vérités élémentaires.

Comte H. CARTON DE WIART.  
Ministre d'État.



On s'abonne

à

La revue catholique  
des idées et des faits

Un an 25 francs ; six mois 15 francs

Numéros spécimen sur demande

81, Rue de l'Abbaye, Bruxelles



## Comment on écrit l'histoire (1)

Nous avons eu cette année deux commémorations littéraires : le cinquantenaire de la mort de Michelet et le quatrième centenaire de la mort de Ronsard. La simple vérité oblige à reconnaître que le centenaire de l'un a été beaucoup plus brillant que le cinquantenaire de l'autre. Telle est la vengeance des poètes, car celui du XVI<sup>e</sup> siècle a été abominablement outragé par l'historien du XIX<sup>e</sup>. Michelet reproche à Ronsard jusqu'à sa surdité. Il l'accuse d'avoir « frappé comme un sourd sur la pauvre langue française. » Il le ridiculise. Il le montre « se rongant les ongles, le nez sur ses livres latins, arrachant des griffes et des dents les lambeaux de l'antiquité ». Il nourrit contre lui l'étonnant grief d'avoir « biffé, effacé, pour toujours » de la littérature française « cent choses naïves de liberté charmante, de génie, de divine enfance ». Et nous ne comprenons plus du tout que Michelet, poète de la femme et de l'amour, s'acharne sur le poète de Cassandre, d'Hélène et de Marie.

Michelet n'aimait pas Ronsard parce qu'il n'avait pas les mêmes idées politiques. Voilà le secret. Michelet, au XVI<sup>e</sup> siècle, a pris parti pour les protestants et Ronsard était catholique. Ainsi Michelet a été déterminé dans ses jugements littéraires par ses opinions politiques, ce qui laisse penser que ses jugements historiques ont été influencés de la même façon.

Il convient de lui en vouloir. Mais jusqu'à quel point ? Et dans quelle mesure ? Voilà ce que nous voudrions examiner. En effet, le cas de Michelet n'est pas un cas particulier. C'est un cas général, celui de tous les historiens. Il pose le problème de la manière dont on écrit l'histoire.

Le livre principal de Michelet, sa grande *Histoire de France*, a vieilli. C'est un fait. On ne la lit plus guère, ce qui est peut-être injuste. Car c'est un livre extraordinaire, comme d'ailleurs presque tous les siens, rempli de choses curieuses, de trouvailles, de traits pénétrants et aussi d'absurdités, un mélange étourdissant de faux et de vrai, de psychologie et de roman. Tel quel, il a eu au XIX<sup>e</sup> siècle un immense succès. Il n'en a plus aucun de nos jours. Pour le cinquantenaire de sa mort, on ne l'a pas réimprimé, pas plus qu'on ne réimprimait la *Française* de Ronsard, tandis qu'on réédite toujours, parce qu'on les lit toujours, ses sonnets, ses odes et ses élégies.

Le vieillissement rapide des livres d'histoire est un phénomène étrange, surtout peut-être quand il s'agit de Michelet. De son temps, on a dit qu'il avait renouvelé l'histoire. Il a eu la réputation de rendre la vie à ce qui était mort. Et il est mort à son tour. Il a passionné et il n'intéresse plus ou plutôt il n'intéresse plus de la même manière et ce n'est plus la même espèce de lecteurs. Or, son cas n'est pas particulier.

Chaque génération a eu ses historiens : les bibliothèques en portent témoignage. Ces historiens ont eu, dans leur siècle, une réputation immense. Nous n'avons plus idée de la gloire de Mézeray, des triomphes d'Anquetil, Mézeray et Anquetil dorment dans les greniers. Pourtant ils racontaient ce qu'on raconte encore. Ils racontaient les mêmes événements. M. Ferrero n'a pas inventé l'histoire romaine. Pourtant c'est chez lui que nos contemporains vont de préférence la chercher. Duruy et Mommsen sont déjà loin, sans parler de Rollin ni de Lenain de Tillemont.

Un vieillissement aussi régulier, une décrépitude aussi rapide ont une cause et même sans doute plusieurs. C'est un besoin que chaque génération éprouve d'entendre raconter les mêmes choses par des hommes qui lui appartiennent. Pourquoi, sinon d'abord parce que les points de vue changent avec les événements ?

Le XIX<sup>e</sup> siècle a eu, comme tous les autres siècles, l'illusion d'avoir tout inventé. Il s'est imaginé qu'entre autres choses il avait inventé l'histoire. Pourquoi ? Oh ! pour une raison bien simple. Parce qu'un fait considérable s'était produit, parce qu'il y avait eu la Révolution qui a paru pendant très longtemps, tellement elle avait frappé les contemporains, comme l'événement le plus grandiose ou le plus terrible de l'histoire, au point qu'on s'est imaginé qu'il ne pourrait jamais

(1) Conférence prononcée à la tribune des Grandes Conférences Catholiques.

en avoir de plus grand, de pire ou de plus beau. La Révolution emblaît être pour les uns l'abâtissement et l'apothéose non seulement de l'histoire de France, mais encore de l'histoire du monde. Pour les autres c'était un infernal écoulement. Dans les deux cas, c'était elle qu'on rapportait tout ou bien que l'on comparait tout. C'était elle qu'on sentait partout et dont on suivait la trace et la montée à travers les siècles passés. Et alors, comme les anciens livres d'histoire, qui avaient été écrits avant la Révolution et dont les auteurs s'étaient placés à un point de vue oublié et périmé, celui de leur temps, devaient paraître insipides et froids !

« Guerre à Mézeray ! » ce fut le cri d'un des premiers rénovateurs de l'histoire au XIX<sup>e</sup> siècle. Augustin Thierry ne manquait pas de talent. Il lui est arrivé une mésaventure comique et symbolique qui l'a fait, en peu d'années, tomber plus bas que Mézeray. Témoin enthousiaste de la révolution de 1830, il avait cru que la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe, la monarchie de juillet, était la date suprême, celle qui ouvrait une ère nouvelle, port définalitif auquel la France aspirait. Après la Révolution, après la restauration, il semblait à Augustin Thierry que la monarchie de juillet serait aussi durable que la monarchie anglaise telle qu'elle avait succédé aux Stuarts. Le régime fondé en juillet 1830 n'a duré que dix-huit ans. L'œuvre historique d'Augustin Thierry ne s'est jamais relevée de ce coup.

Augustin Thierry a conduit jusqu'à l'imprudence et même jusqu'à l'absurde la méthode qui consiste à écrire l'histoire d'autrefois en se plaçant à un point de vue contemporain. Mais ce point de vue change parce que les événements se développent sans cesse. Et c'est ce qui fait le vieillissement et la caducité des livres d'histoire qui, ayant été écrits à une certaine date, l'ont toujours été pour une certaine époque.

Ce qui ne vieillit pas, c'est Thucydide ou Tacite, Froissart ou Commines, parce que, chez eux, nous trouvons un document, un témoignage, qui a sa valeur par lui-même et que rien ne peut remplacer. C'est la différence que fait l'école allemande entre l'histoire à la manière gréco-latine, le récit œuvre d'art, le sens étymologique du mot rec étant information, exactement comme l'entend le journalisme d'aujourd'hui, c'est-à-dire la critique et l'interprétation des faits, tandis que l'histoire à la manière germanique, *Geschichte*, c'est le fait lui-même, le fait d'expérience, « ce qui est arrivé », *Geschehenes*.

Cette distinction, toute pédantesque qu'elle est, permet de comprendre que tout récit organisé et composé des événements historiques se démode avec une grande rapidité. D'abord, celui qui le lit à trente ou cinquante ans de distance a une supériorité redoutable sur celui qui l'a écrit. Le lecteur (c'est nous, en 1924, par rapport à Michelet, comme c'étaient les gens de 1824 par rapport à Mézeray ou à l'abbé Velly), le lecteur connaît la suite, que l'historien ne pouvait pas connaître. Ni Mézeray, ni l'abbé Velly ne pouvaient deviner la Révolution française. Michelet n'avait pas deviné davantage la guerre de 1870, encore moins celle de 1914. Alors toute la valeur qu'il donne aux choses se trouve faussée pour nous, les partis pris qui avaient un sens pour lui n'en ont plus pour nous. De là, pour le public, le éprisement de son œuvre qui finira par ne plus être qu'un document sur l'état d'esprit de Michelet lui-même et de sa génération.

Cet état d'esprit, nous commençons à avoir peine à le comprendre justement parce que nous sommes frappés (et comment ne le serions-nous pas ?) par des événements au moins aussi vastes que ceux sous l'impression desquels les hommes du XIX<sup>e</sup> siècle avaient vécu. Ce qui est déjà caduque une partie de la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est qu'elle est dominée par cette idée que, de la Révolution, date une ère nouvelle et que cet événement n'avait pas eu d'équivalent et ne pouvait plus en avoir. Le romantisme a peut-être consisté surtout dans cette illusion qui s'est prolongée assez tard : c'est peut-être aussi et qui le prive de ce caractère de généralité qui permet aux ouvrages littéraires de franchir les âges. Et ce qui est vrai de la littérature dans son ensemble, l'est encore bien plus de la littérature historique en particulier.

Pour savoir jusqu'à quel point la Révolution française a pu obséder les esprits et leur faire perdre la juste mesure des choses, une citation suffira. Il y a eu en France, au siècle dernier, un esprit vigoureux, original, longtemps méconnu, et auquel on n'a rendu justice qu'après sa mort. Auguste Cournot a renoué en France la philosophie de l'histoire. Son *Traité de l'Enchaînement des idées fondamentales dans les sciences et dans l'Histoire* est un livre qui aurait fait beaucoup plus et bruit si la vogue de la philosophie allemande n'avait alors tout soufflé. Et pourtant Cournot lui-même sacrifie à l'erreur de son temps, erreur à laquelle sa pensée concise et ramassée donne encore

plus de relief. Résumant toute l'histoire du monde jusqu'à la chute de la monarchie française en 1792, il dit imprudemment de la Révolution que ce sera « la dernière page peut-être de ce que l'on pourrait appeler l'histoire épique, la grande histoire ».

Cournot écrivait cela en 1861, et c'était son excuse. Neuf ans plus tard survenait un événement qui allait singulièrement changer les points de vue. La guerre de 1870, sans frapper les esprits autant que la Révolution de 1789, a néanmoins exercé une impression profonde sur les manières de penser et aussi sur les manières de juger. Elle a déterminé des réflexions nouvelles et c'est de ce moment que date la critique de la Révolution, la critique laïque, si l'on peut dire, celle dont Renan et Taine ont été les initiateurs. Mais c'est dans l'histoire surtout que le renouvellement a été sensible parce qu'il était nécessaire. Déjà on ne pouvait plus présenter les choses comme on les présentait avant 1870. Michelet avait pu voir cette guerre et l'invasion avant de mourir. Il avait pu comprendre aussi ce qu'elle détruisait, ce qu'elle apportait de son œuvre, surtout ses longues complaisances pour le germanisme et celle qu'il avait si longtemps appelée « la noble Allemagne ». Dans un petit livre, tout frémissant, intitulé *La France devant l'Europe*, et qu'il publia dès le commencement de l'année 1871, il confessait son erreur, il avouait avoir été trompé. Mais il aurait encore fallu rectifier et défaire une grande partie de ce qu'il avait fait. Son *Histoire de France* était écrite et il ne pouvait plus la recommencer. C'est pourquoi, après lui, commença une nouvelle école historique avec Fustel de Coulanges et Albert Sorel. C'est toute la Révolution que Sorel a reprise pour la remettre à sa place dans la suite des événements au lieu d'en faire un phénomène unique sans rapport avec ce qui l'avait précédé. Il lui a rendu par là ses proportions naturelles et raisonnables. Et l'ouvrage d'Albert Sorel a été salué comme une découverte. Il a rejeté dans l'ombre des livres qui avaient eu une vogue immense comme *La Révolution, le Consulat et l'Empire* de Thiers, promptement démodés, avec un excès d'injustice comme toujours, après avoir eu un prestige si extraordinaire qu'il n'y avait pour ainsi dire pas une maison bourgeoise en France où l'on ne pût rencontrer ces volumes. Ils ne sont pourtant pas méprisables. Mais ils ont eu le triste sort d'avoir été trop admirés par les bourgeois. Ils sont devenus un peu ridicules. Et M. Anatole France a peut-être achevé d'écraser Thiers et de le perdre dans l'estime publique en disant qu'il était le plus mauvais écrivain de la langue française, ce qui est encore excessif, car cette place reste toujours libre et l'on a un large choix pour la décerner.

Mais si telle a été l'influence de la guerre de 1870 sur la façon d'écrire l'histoire, et sur la façon dont la génération qui, en France, a suivi cette guerre, a eu besoin qu'elle fût écrite, quel pourra bien être l'effet de la guerre de 1914 ? On ne pouvait plus, après le traité de Francfort, juger les traités de 1815 comme on les jugeait avant. La guerre de 1870 sera vue d'ici un certain nombre d'années comme un simple épisode de la longue lutte entre la France et l'Allemagne. Enfin la guerre de 1914 avec les bouleversements qui l'ont accompagnée nous apparaît déjà comme une révolution beaucoup plus vaste et beaucoup plus grave que celle de 1789. Elle a en effet transformé beaucoup plus profondément la physionomie, non seulement de l'Europe, mais du monde. La carte de l'ancien continent n'est plus reconnaissable. États disparus, monarchies écroulées, nations ressuscitées, l'Orient, réputé immuable, qui change tous les jours, qui n'a plus ni sultan ni calife, l'Asie qui s'émeut à son tour, qui échappe à sa torpeur et qui se partage entre la démocratie nationaliste et l'anarchie : celui qui aurait osé prédire il y a dix ans la moitié seulement de ce que nous voyons aujourd'hui et qui nous paraît tout naturel, aurait passé pour fou.

Il faudra donc de toute nécessité récrire d'un point de vue nouveau l'histoire, la grande, celle qui s'accompagne toujours d'une certaine philosophie. Il faudra tenir compte des expériences nouvelles. Nous comprenons mieux ainsi que la narration historique est une œuvre d'actualité.

C'est aussi l'actualité qui nous permet de saisir des aspects non pas nouveaux, mais éternels de l'histoire. Ce qu'on croyait mort redevient vivant. Bien des choses, naguère vivantes, entrent en sommeil à leur tour. Avouons, par exemple, que les affaires polonaises qui ont rempli la politique européenne du XVIII<sup>e</sup> siècle n'excitaient plus un très grand intérêt.

Aujourd'hui, il y a de nouveau une Pologne, et les difficultés que la diplomatie française a rencontrées sous Louis XV nous deviennent intelligibles. Le fameux « secret du roi » n'apparaît plus comme un mystère ou comme un caprice parce que nous voyons, en pensant par

exemple à la Russie, que le besoin de faire marcher ensemble deux alliances aussi peu conciliables que l'alliance autrichienne et l'alliance polonaise rendait inévitable le recours à la diplomatie secrète.

En somme, à toutes les époques, les hommes croient toujours avoir tout inventé parce que, selon le vieux proverbe, l'expérience des pères est perdue pour les enfants. La quantité des souvenirs et des expériences qui tombent en route est énorme. Ce qu'on pourrait croire acquis pour l'éternité, fixé à jamais dans la mémoire, s'oblitére après une génération. L'histoire est un puits d'oubli, un puits insondable. Sainte-Beuve a dit là-dessus un mot profond sur lequel on pourrait méditer longuement et utilement :

« Nous nous imaginons toujours volontiers nos ancêtres comme en étant à l'enfance des doctrines et dans l'inexpérience des choses que nous avons vues ; mais ils en avaient vu eux-mêmes et en avaient présentes beaucoup d'autres que nous avons oubliées. »

De cette vérité les exemples abondent. Nous allons en prendre un qui répond à des préoccupations tout à fait actuelles. Nous savons, en ce moment, parce que ce phénomène nous atteint tous, ce que c'est que l'inflation et la dépréciation de la monnaie. Est-ce un phénomène nouveau ? Nullement. C'est le type du phénomène oublié. On le trouve décrit avec une extrême précision par le voyageur vénitien Marco Polo. Marco Polo, qui avait visité la Chine au XIII<sup>e</sup> siècle, rapporte qu'aux temps anciens un empereur de ce pays avait commencé à émettre du papier-monnaie. « Il y avait alors un ministre qui gagna beaucoup avec l'émission de ce papier. Mais les choses en vinrent au point qu'avec dix mille de ces billets on pouvait à peine acheter un gâteau de riz. Le peuple souffrit beaucoup et l'Etat fut ruiné. »

Voilà exactement ce que nous avons vu en Russie, en Autriche et en Allemagne et ce que nous ne voulons voir ni en Belgique ni en France. On s'aperçoit ainsi que l'inflation, mot qui court les rues aujourd'hui et que les économistes seuls employaient il y a quelques années, n'est pas une invention de notre siècle. Tout le moyen âge a d'ailleurs retenti de plaintes contre l'altération des monnaies qui était le procédé sommaire dont on se servait alors parce qu'on n'avait pas l'imprimerie ni la planche à billets, mais qui revenait au même que le cours forcé.

Notez bien que l'altération des monnaies a toujours suivi, comme l'abus du papier-monnaie, les grandes dépenses de l'Etat, dépenses presque toujours causées par la guerre. La première expérience qu'on ait faite en France du papier-monnaie, celle de Law, suivit le règne de Louis XIV. Que s'était-il passé ? Après la mort de Louis XIV il fallait rétablir les finances. Pour rétablir les finances il fallait faire payer des impôts. Un gouvernement fort y serait parvenu. Un gouvernement faible comme celui de la Régence hésitait, reculait devant les résistances et les protestations lorsqu'il se présentait un homme habile qui apportait une recette merveilleuse : le moyen de donner des ressources à l'Etat sans mécontenter le contribuable. Inutile d'entrer dans le détail du « Système » de Law. Le Système consistait essentiellement à émettre du papier, à créer des richesses fictives qui donnaient l'illusion des richesses réelles. On vit alors tout ce que nous avons vu : la spéculation, le coup de fouet donné à l'industrie et au commerce, un moment de bien-être, d'activité et de prospérité, car l'inflation commence, comme beaucoup de poisons, comme l'alcool et la morphine, par donner des sensations agréables, ce qu'on appelle l'euphorie. Il est même resté en France des traces utiles du Système : le port de Lorient date de là, beaucoup de monuments furent construits. Mais la débâcle et le krach arrivèrent, des quantités de familles furent ruinées, l'Etat se trouva plus gêné qu'avant.

La faillite de Law et de son Système avait produit une impression si profonde que, pendant de longues années, dans les contrats, on ne manquait jamais de spécifier que les paiements seraient faits en bonne monnaie d'or et d'argent et non d'une autre manière. Mais, et nous rentrons ici dans notre sujet, au bout de quarante ou cinquante ans cette impression avait disparu avec la génération qui l'avait éprouvée. Le Système de Law n'était plus qu'un souvenir. Quand la Révolution à son tour recourut au papier-monnaie, quand elle créa les assignats, il y eut à l'Assemblée Constituante des hommes qui rappelleront l'exemple désastreux de Law, qui annonçèrent tout ce qui allait se passer, qui prédirent la catastrophe. Ils citèrent même l'exemple tout frais des Etats-Unis, jetés dans l'inflation par la guerre de l'Indépendance ; car le dollar, avant d'être le roi-soleil des monnaies, a été une monnaie très malade, ce qui prouve que la roue tourne et ce qui donne de l'espoir pour les francs solidaires et frères de France et de Belgique.

Cependant, en 1790, l'Assemblée Constituante n'écouta pas les avertisseurs. Et, dans l'espace de six ans, l'assignat de la Révolution française tomba à zéro comme le mark de la République allemande. On vit aussi alors tous les effets bien connus des émissions désordonnées de papier-monnaie, y compris la ruine des classes moyennes. Béranger raconte dans ses mémoires qu'on était abordé dans la rue par des gens qui tendaient la main et qui se contentaient de dire : « Je suis rentier », ce qui suffisait pour attendrir les cœurs.

Cependant le souvenir des assignats n'a pas duré plus que celui du Système de Law. Très rapidement ce ne fut plus une expérience vivante, féconde en enseignements, mais un simple épisode, dont on ne s'expliquait plus ni les causes ni les effets. La plupart des historiens de la Révolution française (et Dieu sait s'il y en a !) mènent leur récit sans tenir compte du rôle considérable qu'a joué la crise financière dans ces événements. Thiers lui-même, qui était un spécialiste des finances, décrit bien les phénomènes de l'inflation monétaire et de la dépréciation du papier. Il les décrit comme si c'étaient des phénomènes à part. Il ne relie pas les causes et les effets, les causes qui tenaient à la démagogie fiscale et les effets qui furent nombreux et graves. Mais aujourd'hui, la leçon étant sous nos yeux, nous comprenons mieux la portée de la crise financière de la Révolution, comment la vie chère entretenit à Paris l'état d'esprit insurrectionnel qui permit aux partis les plus avancés de conquérir le pouvoir, en attendant l'extrême misère qui rendit la dictature de Bonaparte désirable. Nous comprenons aussi comment le papier-monnaie contribua à pousser la Révolution aux conquêtes. Quand la France révolutionnaire entra en Belgique, c'était, selon les propres termes de Cambon, pour y trouver un débouché à l'excès des assignats. Lorsque Bonaparte lança sa fameuse proclamation à l'armée d'Italie et à ses soldats nus et affamés qui devaient trouver là-bas gloire et richesses, c'était à la fin des assignats, quand la fameuse planche à imprimer les billets avait été détruite solennellement et quand l'Etat ne savait plus de quoi remplir ses caisses. On voit comment l'inflation, qui engendre tant de maux, peut en outre engendrer la guerre ; et ce n'est pas rassurant.

C'est parce que nous savons maintenant par notre propre expérience, notre expérience de tous les jours, ce que c'est qu'une monnaie qui se déprécie, c'est parce que nous sommes dans un moment où tout le monde est à cet égard en état de réceptivité, que nous saisissons bien l'importance des mêmes crises dans le passé. Peut-être y a-t-il, en revanche, des choses que nous sommes portés à négliger ou qui nous échappent. On ne doit donc pas dire, on l'on ne doit pas dire seulement, comme Renan, que l'histoire est une petite science conjecturale. C'est une petite science objective. Les conjectures que nous pouvons faire dépendent de nous, de nos dispositions, de notre état d'esprit. Nous reconstruisons perpétuellement le passé à l'aide du présent. Et ce qui n'est pas dans les préoccupations du temps où il écrit, l'historien a toujours tendance à le supprimer dans le passé.

C'est ainsi d'ailleurs que l'histoire se simplifie et se dessèche, que les événements diminuent et se rapetissent à mesure que les siècles passent. De ce qui est encore près de nous, les proportions nous échappent. Nous avons tendance à les grossir ou plutôt nous ne les voyons pas, parce que, comme je le disais tout à l'heure, nous ne connaissons pas la suite. Et, de ce qui est loin de nous, nous ne retenons que les sommets, ce qui est consacré par l'usage. Nous faisons bon marché de ce qui est loin comme on fait bon marché de ce qui appartient à autrui. Cournot, que nous avons déjà nommé, s'amusa à faire une expérience qui, disait-il, ne manquait jamais de réussir. Il prenait deux périodes de durée presque égale, comprises entre deux faits connus, par exemple du traité de Verdun à l'entrée des Croisés à Constantinople et de l'entrée de Jeanne d'Arc à Orléans à la Révolution française. Puis il demandait laquelle de ces deux périodes avait été la plus longue. Et on lui répondait toujours la deuxième, bien que le même espace de temps, soit 360 ou 361 années, se soit écoulé du traité de Verdun à la prise de Constantinople et de la délivrance d'Orléans à la réunion des Etats Généraux.

Qu'est-ce donc que l'histoire ? Avant tout une abréviation. Il y a longtemps qu'on a dit que l'art de l'historien consistait à abréger, sinon on mettrait autant de temps à écrire l'histoire qu'elle en a mis à se faire. Seulement, c'est une abréviation d'un caractère particulier qui ne s'étend pas également à toutes les époques. C'est une sorte de cône dont le présent est la base et qui va en s'amincissant vers le passé.

On pourrait donc presque dire que l'histoire, au lieu d'être l'art de se souvenir, est l'art d'oublier. Il n'y aurait plus d'histoire possible

L'on n'oubliait pas, si l'on racontait par exemple les révolutions de Paris au XIV<sup>e</sup> siècle avec un aussi grand luxe de détails que la révolution de 1789. Seulement cette abréviation même devient une source d'erreurs parce que, dans l'extrême resserrément des faits, l'explication finit par échapper. Les événements se résument dans une sorte de chronologie insipide ou incohérente. La clé manque. Nous savons à peu près pourquoi Robespierre a envoyé Danton à la guillotine. Mais nous avons peine à nous rendre compte des raisons pour lesquelles le maire du Palais Ebroin a fait mettre à mort Leudesic et lever les yeux de son rival Saint Léger. Il est vrai que ces choses nous passaient il y a une douzaine de siècles. Il y a encore en France desantonistes et des robespierristes. M. Aulard, qui tient pour Danton, blémique contre M. Mathiez qui tient pour Robespierre. Mais il y a longtemps qu'il n'y a plus de partisans d'Ebroin ni de partisans de Leudesic.

C'est cette incohérence qui fait dire à Shakespeare par Macbeth durant : « Le monde est une fable contée par un fou, avec un grand tas de mots et de gestes, et qui ne signifie rien. » Et Voltaire dit son tour : « Le gros du genre humain a été et sera toujours imbécile ; les plus insensés sont ceux qui ont voulu trouver un sens à ces fables absurdes et mettre de la raison dans la folie. »

C'est peut-être la faute de l'histoire plus que des historiens eux-mêmes. Faut-il les accuser ? Faut-il les absoudre ? Nous inclinons à l'absolution et on les absoudra avec nous si l'on admet aussi avec nous le caractère beaucoup plus relatif que conjectural de l'histoire. Je voudrais citer ici un simple trait, qui peut être considéré comme un trait de lumière et qui montre, car il est permis de conclure du détail au grand, combien d'éléments s'interposent entre le narrateur et la vérité. C'est peut-être beaucoup plus significatif que la célèbre anecdote de sir Walter Raleigh à la Tour de Londres.

Il y a dans les *Mémoires d'Outre-Tombe* une page célèbre sur le tour de Louis XVIII à Paris. Il faut la lire tout entière et en garder dans l'esprit les détails pour mieux goûter la suite :

« J'ai présent à la mémoire, dit Chateaubriand, comme si je le vivais encore, le spectacle dont je fus le témoin lorsque Louis XVIII, étant dans Paris, le 3 mai, alla descendre à Notre-Dame. . . C'était un régiment de la vieille garde à pied qui formait la haie. . . Je ne sais pas que figures humaines aient jamais exprimé quelque chose de aussi menaçant et d'aussi terrible. Ces grenadiers, couverts de blessures, vainqueurs de l'Europe, qui avaient vu tant de milliers de boulets passer sur leurs têtes, qui sentaient le feu et la poudre ; ces mêmes hommes, privés de leur capitaine, étaient forcés de saluer un vieux soldat invalide du temps, non de la guerre, surveillé qu'ils étaient par une armée de Russes, d'Autrichiens et de Prussiens, dans la capitale de la France de Napoléon. Les uns, agitant la peau de leur front, faisaient pendre leur large bonnet à poil sur leurs yeux comme pour ne pas voir ; les autres abaissaient les deux coins de leur bouche dans le mépris de la rage ; les autres, à travers leurs moustaches, laissaient voir leurs dents comme des tiges. Quand ils présentaient les armes, c'était avec un mouvement de fureur, et le bruit de ces armes faisait trembler le sol. Mais, il faut en convenir, hommes n'ont été mis à une pareille épreuve et n'ont souffert un tel supplice. Si dans ce moment, ils avaient été appelés à la vengeance, il aurait fallu les exterminer tous, qu'on au dernier, ou ils auraient mangé la terre. »

« Voilà, n'est-ce pas ? une peinture assez poussée et à laquelle il ne manque rien. On se dit, d'ailleurs, que si Chateaubriand, royaliste, venait de composer sa brochure de *Buonaparte et des Bourbons*, et qu'il avait écrit cette page, c'est que c'était vrai, qu'il a vu ce qu'il rapporte. C'est un grand écrivain qu'il était. Cependant, quelle surprise n'éprouverait-il pas quand on lit la même scène racontée par un autre écrivain, hostile à Louis XVIII et à la Restauration, plutôt favorable à Napoléon, un des créateurs de la littérature napoléonienne : nous avons nommé Thiers.

« Arrivé à la même journée du 3 mai 1814, Thiers la raconte à son tour. Mais son récit est fort différent. Il montre d'abord les maréchaux de Napoléon, joyeux et empressés autour de Louis XVIII, et qu'ils pensaient depuis longtemps que « l'Empereur finirait par mourir », et qu'ils étaient soulagés que ce fût fini. Ils avaient, à Fontainebleau, pressé l'empereur d'abdiquer, et ils s'étaient ralliés aux Bourbons pour conserver leurs dotations et leurs titres. Quant aux soldats de la garde qui, depuis Compiègne, escortaient Louis XVIII, leur attitude n'était pas du tout celle que Chateaubriand avait cru voir. Le public, dit Thiers, regardait avec une extrême curiosité ces mâles et âgés hâlés par vingt-cinq ans de guerre, assistant respectueusement

à une cérémonie contraire à tous leurs sentiments, ni joyeux ni empressés comme leurs maréchaux, mais fiers et en même temps soumis aux volontés de la France qui volait à ce moment à d'autres destinées. . . Du reste, ajoute-t-il, les royalistes eux-mêmes leur tenaient compte de leur attitude à la fois fière et résignée ».

Et Thiers met encore en note, non sans malice : « Divers écrivains, notamment M. de Chateaubriand, qui, en général, se soucie peu de la vérité, ont raconté avec des couleurs fort exagérées l'attitude de la garde. D'après les témoins les plus vrais, son attitude fut exactement celle que nous tâchons de retracer ici, c'est-à-dire froide et soumise. »

En somme, c'est une excellente mise au point. Les soldats de la garde impériale, faisant la haie pour le passage de Louis XVIII, avaient probablement la mine de tous les militaires pendant une corvée. Les témoins que Thiers a consultés étaient sans doute leurs officiers. Chateaubriand a tourné au tragique, il a poétisé l'expression d'indifférence et d'ennui que montraient ces soldats. Humainement, toute la vraisemblance est pour le récit de Thiers, dont les sympathies allaient pourtant à l'Empereur plutôt qu'à Louis XVIII.

Cependant si on ouvre un autre livre, plus moderne celui-là, et un livre sérieux, qui fait autorité, celui d'Albert Sorel, nous y trouvons encore la même scène. Et elle est racontée comme si la rectification de Thiers n'avait pas eu lieu, comme si elle n'existait pas. La description de Chateaubriand a plu à Albert Sorel. Elle l'a frappé et non seulement il reproduit le récit des *Mémoires d'Outre-Tombe*, mais il grossit les traits, il y ajoute des couleurs. On se demande comment les soldats de la garde, au lieu de présenter les armes à Louis XVIII, n'ont pas tiré sur lui.

Désormais, comment racontera-t-on la cérémonie du 3 mai 1814 ? Très probablement comme Albert Sorel l'a racontée. Celui qui fait foi, c'est le dernier en date. Car il y a une chose qu'on ne sait pas assez : c'est que les historiens sont comme les fabricateurs de dictionnaires. Ils se copient presque tous et ce qui manque chez l'un manque également chez l'autre, comme leurs erreurs se perpétuent.

Je voudrais, à cet égard, citer encore quelques exemples. Un sage historien a dit que l'on pourrait tracer, de la France sous l'ancien régime, un tableau sinistre ou enchanteur, à volonté. On sait que le tableau sinistre a généralement prévalu. Taine lui-même, dans le premier volume de ses *Origines*, donne la préférence aux couleurs noires. Ainsi le peuple semble avoir été accablé de droits féodaux et l'on énumère le quint, le requint, les lods, les miolds, la tâche, le champart, etc. . . On ignore presque toujours que ces redevances s'appliquaient à des cas différents, que, par conséquent, ils ne se cumulaient pas. On ignore aussi que ces noms bizarres étaient ceux que les mêmes droits portaient dans diverses provinces, comme on appelle une mesure de terre, selon les endroits, *journal*, *sac* ou *vergée*. Ce qui est vrai, c'est que nous entendons très mal le vocabulaire de la féodalité disparue, de même que, dans très peu de temps sans doute, le vocabulaire très riche et très compliqué de la navigation à voile sera devenu intelligible : cette remarque spirituelle est d'un chartiste philosophe.

Autre exemple : pendant longtemps et, en tout cas, pour autant que j'ai pu le vérifier, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, les histoires de France et les histoires de l'Empire germanique ont raconté ce fait, tiré des chroniques de Saint-Denis. En l'an 1293, l'empereur Adolphe de Nassau profita des embarras qu'avait alors le roi de France, Philippe le Bel, pour lui réclamer le royaume d'Arles et quelques autres provinces qu'il revendiquait comme terres impériales. Le roi de France reçut les ambassadeurs allemands, les écouta et se contenta de les renvoyer « avec une grande et magnifique lettre qui ne contenait dans toute son étendue que ces deux seules paroles écrites en beaux caractères : *Trop allemand.* » Il y eut, autour de Philippe le Bel, des personnes timorées qui lui représentèrent que cette réponse était bien hardie, qu'elle était même blessante et qu'elle pouvait entraîner de graves conséquences. Philippe le Bel refusa de les entendre et il eut raison, car Adolphe de Nassau n'insista pas.

Voilà, n'est-il pas vrai ? une fort belle anecdote, un véritable symbole. Elle devrait être classique en France. On ne la retrouve plus que par hasard dans des livres spéciaux. Et pourquoi est-elle tombée en route ? Probablement parce qu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la grande vogue de l'Allemagne a commencé. On a d'abord admiré la Prusse et Frédéric II, le « roi philosophe », car avant d'être devenu l'expression même de l'impérialisme et du militarisme, les Hohenzollern, jusqu'à 1870, ont été célébrés en France comme des princes éclairés et libéraux, comme l'image du progrès sur le trône. Au XIX<sup>e</sup> siècle,

cette faveur s'est étendue de la Prusse à toute l'Allemagne, au peuple allemand et aux façons de penser allemandes. Michelet, en 1848, avait pleuré d'émotion lorsqu'il avait vu pour la première fois le drapeau de l'Allemagne, son « grand drapeau, si noble, noir, rouge et or, le saint drapeau de Luther, Kant et Fichte, Schiller, Beethoven ». Comme on change, puisque Michelet lui-même, en 1871, ne comprenait plus son émotion, avouait qu'il s'était trompé et que ses chers Allemands, sa « sainte Allemagne » l'avaient trompé ! Mais l'anecdote, si piquante, de Philippe le Bel et sa plaisanterie sacrilège « trop allemand », avaient disparu.

Ainsi, le temps, que l'histoire doit fixer et contenir, agit sur l'histoire elle-même. Lui qui dégrade tout, il la dégrade à son tour. Il l'use lentement et sûrement comme la pluie et le soleil usent les pierres. Il est peu de souvenirs qui lui résistent et ce qu'il en reste, il le déforme des façons les plus imprévues. Comment l'avenir se représentera-t-il notre siècle et les vastes événements dont nous aurons été les témoins ? Nous ne pouvons même pas le pressentir. C'est l'idée que Frédéric Mistral a traduite dans un bref poème, écrit peu d'années avant sa mort. Et nous allons, si vous voulez, le lier en guise de conclusion à ces réflexions sur l'histoire. C'est intitulé *Mon tombeau*, le tombeau où, depuis dix ans, repose le poète de Mireille :

*Sous mes yeux je vois l'enclos — et la coupole blanche — où, comme les colimaçons, — je me tapirai à l'ombrette.*

*Suprême effort de notre orgueil — pour échapper au temps vorace, — cela n'empêche pas qu'hier, ou aujourd'hui, — se change en long oubli.*

*Et quand les gens demanderont, — à Jean des Figues, à Jean des Guêtres, — « Qu'est-ce que ce âme ? » ils répondront, — « ça, c'est la tombe du poète ».*

*« Poète qui fit des chansons — pour une belle Provençale — qu'on appelait Mireille : elles sont — comme en Camargue les moustiques,*

*« Éparpillées un peu partout... — Mais lui demeurait dans Mailane — et les anciens du terroir — l'ont vu fréquenter nos sentiers ».*

*Et puis, un jour, on dira : « C'est celui — que l'on avait élu roi de Provence... — Mais son nom ne survit plus guère — que dans le chant des grillons bruns ».*

*Enfin, à bout d'explications, — on dira : « C'est le tombeau d'un mage, — car d'une étoile à sept rayons — le monument porte l'image ».*

Il semble que, dans ce court poème, on entende se prolonger, toujours plus affaiblies, les vibrations mêmes du temps. Et il fallait un grand poète pour montrer que, si l'histoire ne peut pas être du document pur, que si elle est de la psychologie et de la politique, elle est aussi, invinciblement et quoi qu'on fasse, de la légende et de la poésie.

JACQUES BAINVILLE.



## A Sainte Catherine de Sienne en sa fête du 30 avril, à propos des politiciens

J'ai entendu raconter, ô Tertiaire dominicaine de Fontebranda, qu'à la Chambre des députés de votre Italie un orateur se couvrit un jour de votre autorité, en citant, à l'appui de son opinion, un passage emprunté à l'une de vos lettres. Il eut un vif succès, et auquel il ne s'attendait pas, un succès d'hilarité : une telle initiative fit la joie des « honorables » ; leur rire fut homérique. Il leur parut à tous d'un grotesque infini de supposer que les paroles d'une Sainte pouvaient présenter un intérêt quelconque pour des personnages aussi importants que le sont les députés à leurs propres yeux. Ce

n'était pas évidemment de ce que vous aviez dit qu'ils se moquaient : les mêmes paroles, grossièrement démarquées et attribuées à un politicien de couleur convenable, eussent été accueillies par une ovation. Votre nom était en cause, votre sainteté et votre esprit de femme.

Si cette histoire n'est pas vraie, elle est bien trouvée. Sa valeur de symbole ne dépend pas de son authenticité. L'orateur faisait preuve d'une naïveté insolente. Il méritait son sort. Car il y a un proverbe que personne au monde n'a le droit d'oublier et qui se traduit dans toutes les langues : c'est l'...

*... margaritas ante porcos.*

Les Chambres, qu'elles soient françaises, belges ou italiennes, ou de tout autre pays, sont composées de deux sortes de représentants du peuple : une infime minorité d'honnêtes gens, qui croient, de toute la sincérité et parfois de toute la candeur de leur âme, qu'il est de leur devoir d'essayer d'intervenir dans la marche des affaires publiques ; et une immense majorité d'arrivistes, de grande, de moyenne et de petite envergure, — de petite surtout : les grands bandits même sont rares, — que l'on appelle les politiciens.

Pour devenir un parfait politicien, deux qualités sont indispensables : l'ignorance et l'ambition. D'aucuns ajouteraient peut-être : la suffisance. Mais ce n'est pas une qualité indépendante des premières : tous les ignares, qui rêvent de marquer un ministère, se gonflent aux dimensions du fauteuil où ils ont juré de s'asseoir. Pourquoi faut-il, hélas, que la fable de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf ne s'applique pas à leur cas ? Nous serions débarrassés d'eux et par le plus expéditif des procédés...

Hélas, ces chétives pécores s'enflent toujours, mais jamais elles ne crèvent. Les politiciens sont semblables aux champignons qui poussent sur les fumiers mieux que partout ailleurs ; on en heurte du pied des milliers de vénéreux, mais pour découvrir les bons, de patientes recherches sont nécessaires, qui demeurent souvent infructueuses.

On naît poète et l'on devient orateur : on s'improvise politicien ; l'apprentissage est supprimé. Le bagage requis est mince, et simple la méthode. Quelques lieux communs inusables, et qui ont fait leurs preuves, suffisent à parer à toutes les éventualités ; le secret du succès consiste dans un choix convenable et une adaptation exacte aux passions de l'auditoire. C'est à ce point précis que se présente la seule difficulté réelle, et qu'intervient une sorte de flair qu'il n'est pas donné à tous de posséder également. Car la moindre erreur peut avoir ici des conséquences funestes ; et la roche Tarpéenne, à peine modernisée, attend toujours les candidats qui se trompent.

Si l'on a, par exemple, affaire à des bourgeois, dûment rentés, l'intangibilité des lois laïques produira en France un effet sûr ; et lancer, d'une voix où tremble une émotion « sincère », que « la République sera laïque ou ne sera pas », fera crépiter des applaudissements unanimes et attendus. Mais si, parmi les auditeurs, dominent les pauvres diables, c'est d'une autre pâture qu'il faut les gaver : que les lois laïques soient intangibles, voilà qui devient secondaire ; que le capital d'autrui ne le soit pas, telles sont les réalités qui comptent.

A ceux qui détiennent la poule au pot, assurer qu'ils la garderont ; et garantir aux autres que, dès demain, la bête va changer de marmite : cette promesse à double signe est à la portée du premier venu. Mais ce qui ne l'est pas toujours, c'est de déterminer le signe nécessaire : à la plus légère défaillance le candidat se casse les reins.



Et là réside précisément la suprême habileté du politicien modèle : amener son adversaire sur un terrain qui lui soit peu familier, et où il ne se rende plus compte de tout s'il est de son intérêt de dire blanc ou noir. Le malheureux, ainsi qu'on le voit, crierait encore n'importe laquelle des couleurs de l'arc-en-ciel : il n'a d'autre opinion que celle de la majorité ; mais il ignore ce que pense celle-ci ; il répond au hasard ; il se trompe ; c'est le désastre irréparable. En style moderne : il s'est laissé manœuvrer ».

*Lunga promessa con l'attender corto  
Ti farà trionfar... (1).*

Le conseil frauduleux de Guido di Montefeltro dans la *Comédie* demeure, — qu'il soit ou non historiquement authentique, — la devise suprême d'un politicien ; ou dans une prose plus simple, mais non moins laconique, d'un chroniqueur : « *Plurima eis pollecimini, pauca observate* » (2). Le politicien en cinq mots ! Les trois premiers forment le *vade mecum* du candidat ; les deux autres, celui de l'élu.

Le bonhomme DÉMOS a beaucoup vieilli depuis Aristophane : il n'y a rien gagné. Les siècles se sont montrés impuissants à lui inculquer cette élémentaire prudence que les seules années apportent aux individus. Il est condamné à demeurer perpétuellement en enfance : naïf et crédule, le gobe-mouches, une proie assurée pour les habileurs... Il acclame, des applaudissements, tous ceux qui lui promettent la gloire ; et périodiquement il casse ses jonets pour les remplacer par d'autres, qui ne sont pas d'une meilleure fabrication. L'élu se démène pour éviter ce sort ; et le blackboulé pour le faire offrir.

Les politiciens sont affligés d'œilères à étroite ouverture par où ils n'aperçoivent que leur réélection : le scrutin, ils se précipitent à coups de surenchères et par les menus services qu'ils rendent à leurs électeurs, avec d'autant plus d'empressement qu'est plus proche le temps des urnes. Car s'ils oublient leurs promesses collectives, enfouies dans ces documents artistiques que, par une ironie cruelle, nous appelons les « propositions de foi », ils appliquent tout leur zèle à faire fléchir l'opinion des lois en faveur des particuliers dont ils escomptent les suffrages : assurés qu'ils sont, en bons psychologues, que la manne, distribuée même parcimonieusement à l'individu, entraîne, par l'espoir d'une double ration, une reconnaissance d'ordre pratique, seule capable de se traduire par un bulletin de vote.

Ainsi les suffrages dont il a besoin, à des intervalles soigneusement rythmés, règlent tous les gestes du politicien : sous le masque d'intérêts supérieurs, ce sont de petits intérêts particuliers qu'il défend, et dans la seule mesure où ces intérêts particuliers concordent avec le sien propre, norme suprême de son activité.

On a dit que la crainte de l'électeur était pour l'élu le commencement de la sagesse. Rien n'est plus juste, à la condition d'entendre sur le sens des mots et de donner ici à « sagesse » sa valeur électorale : il est sage, en effet, quand on est assis sur un table succulente de se concilier les bonnes grâces des électeurs qui pourraient, de temps à autre, vous envoyer à la guillotine, alors que les premiers plats n'ont encore servi qu'à

aiguïser la faim. Quant au pays, ... mais il paie la note ! Quel autre rôle voudrait-il donc jouer que celui de trésorier ?

Le politicien seul peut se permettre toutes les ambitions. Et aucun obstacle ne s'oppose à son triomphe sur un terrain où l'incompétence n'est qu'un avantage supplémentaire. Celui-là y connaîtra donc les plus brillants succès qu'il aura, avec le moins de scrupules, le plus d'ignorance et le plus robuste appétit. Il n'y a pas au monde un seul autre domaine où de telles conditions favorisent les concurrents.

Mais pourquoi donc est-ce à vous, ô Tertiaire dominicain de Fontebranda, que je parle aujourd'hui de ces personnages, grotesques et malfaisants : les politiciens ?

Voici : J'avais formé le projet de venir vous les recommander, à vous, humble fille du peuple, qui vous êtes si souvent mêlée des affaires publiques de votre époque, avec tant de zèle et de dévouement pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, et avec une si merveilleuse finesse d'intuition... J'avais formé le projet de venir vous demander de prier pour eux, afin qu'ils s'essaient un peu à sortir de la fange où ils se complaisaient...

Quelques brèves minutes de réflexion m'ont démontré combien était grande la vanité de ce dessein : j'y ai renoncé.

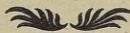
Un proverbe, plus expressif encore que vulgaire, vous donnera, ô Sainte Catherine, la raison suprême de mon attitude : « A blanchir un nègre, on perd son savon ... »

Toute la Cour céleste réunie serait impuissante à faire un honnête homme d'un politicien, digne de ce nom. A vous qui, dans vos œuvres, n'avez jamais craint d'employer le mot propre, je puis, ô Siennoise, dire la vérité avec toute son horreur : les politiciens sont indécrottables... Il ne faut pas tenter le ciel...

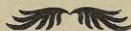
Cependant, il arrive parfois qu'en parcourant avec attention le champ immense des affaires publiques, on y rencontre, à de très rares intervalles, des hommes de devoir, qui ne redoutent pas, guidés par de nobles sentiments, de descendre dans ce cloaque, pour essayer d'y faire œuvre de salubrité, pour essayer d'assainir les modernes écuries d'Angias...

Ah ! daignez-les prendre, ceux-là, en votre sainte garde, ô Siennoise ; obtenez-leur, en ce monde, le courage dont ils ont besoin, à chaque instant, pour triompher des nausées qui les menacent ; et obtenez-leur le paradis, en l'autre, qu'ils auront du reste bien mérité : je suis sûr que vous n'aurez pas de peine à conduire tout droit au ciel les hommes honnêtes qui, par dévouement, se sont occupés de la chose publique : ils auront fait leur purgatoire sur la terre... Et puis, ils sont si peu nombreux...

ALEXANDRE MASSERON.



Nous prions instamment les abonnés qui ne nous ont pas encore fait parvenir le montant de leur réabonnement de nous éviter les ennuis et les frais de la perception postale en versant fr. 25, à notre compte chèque n° 48916. Les quittances seront mises en circulation ces jours-ci.



(1) « Une promesse longue, exécutée court, te fera triompher... »

(2) *Comédie*, XXVII, 110-111.

(3) « Promettez-leur beaucoup, tenez peu. »

## Une interview (1)

### Une heure avec M. Paul Cazin

dit le Bienheureux Paul

Essayiste et conteur

par Frédéric LEFÈVRE

— *Tiens, s'écria Philonous, je vois sur votre table le livre de Paul Cazin. Je suis curieux de savoir ce qu'un ermite peut bien penser de l'Humaniste à la guerre.*

— *Il pense, répondit Théonas, que l'auteur de cet ouvrage prendra rang, après quelques livres comme celui-là, parmi les maîtres de notre langue...*

JACQUES MARITAIN (Théonas).

J'allai lui rendre visite, durant les vacances de Pâques, dans cette vallée de Chevreuse dont il vient de chanter l'*Alouette*. Sa maison est sur la route de Courcelles à Gif et son jardin monte vers le bois de Chevincourt. C'est là qu'il a médité les *Psaumes du Matin*. Je le trouve dans sa salle à manger, tout noir de poussière, tapant à grands coups de marteau sur des caisses et disparaissant presque au milieu de paquets de linge, de piles de livres et de vaisselle, les genoux dans des jonchées de paille.

Il me regarda d'un air sombre et me dit d'un ton de mélodrame :

— Étranger, pourquoi venez-vous troubler mon démenagement ?

— ...

— Oui, je quitte cette banlieue où il y a de la terre, sans doute, mais pas de terroir, et surtout où il y a un peuple qui n'est pas un peuple, *populus non populus*, comme dit le prophète. Je vais chez moi, en Bourgogne. Pour ma vie entière, je retourne à ma terre. Je ne serai jamais un auteur parisien. Paris me dédaigne et je le lui rends. On n'est heureux qu'en province.

— *N'êtes-vous pas heureux par définition ? Ne vous appelle-t-on pas le Bienheureux Paul ?*

— On m'appelle ainsi parce qu'on sait que l'*Alouette de Pâques* obtiendra le prix Goncourt 1924, ce qui est le comble de la béatitude... Vous ne le croyez pas ? Eh ! bien, c'est parce que j'ai plusieurs chemises : voyez-les dans cette malle. Je ne professe pas la philosophie d'Anatole France pour qui être sans chemise est un indice de bonheur... Mais pardonnez-moi. Je vous laisse debout dans cette paille, et je garde mon marteau à la main comme un vénérable de loge maçonnique. Entrons dans le bureau. Il est dévasté, tous mes casiers sont vides : *Sion deserta facta est*. Asseyons-nous sur ces caisses et, comme disait Foch avant les grandes offensives, de quoi s'agit-il ?

— ...

Le Bienheureux Paul prend une mine désolée :

— Mes idées ! Pauvre de vous ! Mais vous êtes assis dessus précisément ! Elles sont là, dans cette caisse où j'ai emballé hier mes livres de chevet, mes vieux livres où se trouve tout ce que je pense ; vous ne voyez sur ma table que quelques nouveautés. Je compte les lire dans le train. Mes idées ! Un grand thème idéologique ! Demandez donc cela à Jammes ou à Colette. Certes, je n'ai pas le génie de ces deux grands écrivains, mais j'ai beaucoup de leur nature et suis en tout cas l'esprit le moins spéculatif qu'on puisse rencontrer. Voilà pourquoi Jacques Maritain m'aime tant. Expliquez-moi comment M. René Bazin peut me reconnaître des dons de philosophie. Il me l'a écrit hier. Philosophe ! Hé ! j'ai une bonne discipline classique, voilà tout. A dix-sept ans, j'ai lu mon Quintilien d'un bout à l'autre, crayon en

main, et toutes les *Rhétoriques* du monde. Ce n'est pas moi qui dirai du mal de la rhétorique. Mon ambition est de compter dans la littérature française comme un rhétoricien, petit ou grand.

— ...

— Je suis né en 1881, à Montpellier, de parents bourguignons, j'ai pris certainement sur mon tout jeune crâne un coup de soleil méridional, mais toutes mes attaches sont du centre et je m'accoutume au mode tort bien des brumes du Nord — près d'un bon feu. J'ai été élevé à Paray-le-Monial. C'est la toile de fond de *Décadi*. C'est une petite enfance romancée. Êtes-vous curieux de connaître ma formation intellectuelle ? Sachez que je dois beaucoup à M<sup>me</sup> de Ségur et à tous les contes et légendes lus entre mes six et onze ans et dont le « morales » m'ont préparé à l'intelligence des problèmes de l'âme. J'ai fait mes études dans un petit séminaire du diocèse d'Autun. Je suis le pur produit de l'éducation cléricale. Parvenu à l'adolescence il plut à Celui qui règle nos destins de ne me faire tomber dans la main que de vieux livres. Comme la souris se délecte des croûtes moissies qui traînent au fond d'un placard solitaire, je commençai par engouffrer les plus coriaces rogatons de bibliothèque. Le *Voyage du jeune Anacharsis* m'enchantait (Dieu me pardonne) à l'époque où Bourget, Lemaitre, Barrès, France, Loti, tout frais, tout chauds, tout dorés en vitrine, faisaient venir l'eau à la bouche aux collégiens de ma génération (1895). J'ai vraiment lu les classiques qu'on se contente généralement d'étudier. Je les ai lus avec respect, avec amour ; ils m'ont donné le goût de l'ordre lumineux et de l'heureuse faconde.

*Nec facunda deseret hunc nec lucidus ordo.*

A ce moment-là, le facteur entra.

— Voici, me dit le bienheureux Paul, une lettre du chef de gare de Gif qui me parle du wagon de mon démenagement. N'est-ce pas dans le *Gréco* de Barrès qu'il est dit que les états mystiques sont peu compatibles avec les fonctions de chef de gare ? Moi, je ne sais pas si j'ai l'âme mystique, mais j'ai l'âme désordonnée, et voilà pourquoi je veux l'ordre classique avec passion, pour mon salut.

Il parlait, les yeux embrasés d'une grande flamme et le front tourmenté de rides éloquentes : mais un sourire errait au coin de ses lèvres.

— *Vous êtes un ironiste de la lignée d'Anatole France...*

— Je ne suis pas un ironiste ; je suis un « bonhomme », en un sens, mot, je ne raille que pour me défendre, mais, à mon ordinaire, badine, je plaisante. Je ne suis ni le disciple, ni le bâtarde d'Anatole France ; je suis un humaniste chrétien, qui croit, suivant la forme de notre rituel catholique, à la dignité de la substance humaine merveilleusement fondée et plus merveilleusement encore réparée. J'ai donc des illusions sur l'homme ; je crois que Dieu peut le rendre bon, c'est pourquoi je ne méprise personne et pourquoi ma gaieté est un peu amère. Je crois que c'est l'amour qui a sauvé le monde et le sauvera encore. Je suis bien heureux d'être un auteur gai ; la gaieté est bienfaisante. Je voudrais être un bienfaiteur de l'humanité. Je vous confie que j'ai l'ambition de réaliser un nouveau type : celui de l'humaniste chrétien.

— *Voilà qui n'aurait pas plu à Boileau.*

— Aussi bien n'ai-je pas pour Boileau une admiration sans borne. Mais je vous avoue que je partage plusieurs de ses préventions contre le merveilleux chrétien, particulièrement au théâtre. Il est vrai qu'il n'entend rien à l'art dramatique. Je m'en tairai donc. Que voulez-vous ? Certains miracles dérangent mes habitudes. J'irai m'en confesser au R. P. de Tonquédec.

— *Il vous absoudra. Mais ne craignez-vous pas qu'il vous fasse quelques remontrances sur votre façon de mêler le sacré et le profane ?*

— Ah ! voilà où le bât me blesse ! Je ne plaisante pas du Bon Dieu certes ! ni même avec lui, mais tout près de lui. Pourtant, je pense que le R. P. de Tonquédec n'y verra pas trop de mal. Il sait que Dieu est un Bon Père. Si je me mêlais d'art sacré, de littérature spécifiquement religieuse, j'aurais bien d'autres scrupules. Mais je suis et resterai un auteur profane. Il faut avoir l'esprit mal fait pour prétendre que je profane quoi que ce soit. J'ai des textes pour me défendre.

— *Oui, vous savez beaucoup de choses, et, paraît-il, autant de langue que Panurge ?*

— Je me moque bien de tout ce que je sais, je veux dire que j'en tire pas plus de gloire qu'il ne faut. Pensez-vous qu'un humaniste soit nécessairement un érudit, même un philologue ? Dieu me garde,

(1) Notre collaborateur et ami a donné aux « *Nouvelles Littéraires* » une interview que ses nombreux amis de Belgique liront avec grand plaisir.

de mépriser les philologues : ils me procurent des textes. Ceux qui aiment les bons parfums ne méprisent pas les jardiniers qui font pousser les fleurs dans le fumier. Le plus beau type d'humaniste que j'aie rencontré dans ma vie, c'est un pharmacien auvergnat. J'en connais un autre depuis peu. C'est un ministre belge chez qui j'ai eu l'honneur de dîner, lors de mon dernier voyage à Bruxelles, et avec qui j'ai passé une soirée délicieuse sur le dernier texte grec des Bolandistes, l'histoire des stylites.

— *Et vous allez nous faire maintenant un beau roman sur les stylites ?*

— Non ; c'est Ghéon qui fera cela, en collaboration avec Mautiac. Moi, je vous prépare un merveilleux roman d'aventures sur le quinzième siècle bourguignon. Il y aura des sorciers, des chanoines, des capucins, des histrions, des coups d'épée, des apparitions et de l'amour. On m'a dit qu'il existe une formule du roman d'aventures. C'est quelque pharmacien qui doit la détenir. Je ne la connais pas ; je traiterai le sujet comme une série de vieilles gravures sur bois un peu gauches, entremêlées d'enluminures, fortement empâtées d'azur et d'or.

— *Ainsi, vous serez gauche, délibérément ?*

— Pourquoi non ! Quand je suis élégant, pensez-vous que je ne le fasse pas exprès ! Il faut toujours apporter grande attention à ce qu'on fait ; c'est le meilleur moyen d'être naturel. *Le naturel, en art, ne s'obtient qu'à force d'artifice.* La duchesse d'Abrantès, dans ses mémoires, ne parle-t-elle point de la naïveté de Montaigne et de Paul-Louis Courier ? C'était pourtant de fines mouches !

Mais il y a trop à dire sur l'art et la nature ; je la laisse aux philosophes. Quand je serai dans mon beau Morvan, j'écrirai des proses lyriques limpides comme l'eau de mes montagnes. J'aime un lyrisme lucide, intelligible. J'estime que c'est devancer imprudemment l'éternité bienheureuse et la vision béatifique que de donner de l'ineffable aux pauvres mortels. Qu'on attende pour cela le moment où les langues se tairont, comme dit l'Apôtre, *lingua cessabit*. Tant que nous avons des langues humaines, parlons clair. Je vous ai dit que j'étais un humaniste chrétien ; je me plais à rapprocher les doctrines littéraires des doctrines spirituelles : voyez ce que dit saint Paul aux Corinthiens, au sujet des Charismes. Comme lui, j'aime savoir ce que joue la flûte ou la harpe, j'aime entendre ce que dit mon frère, dans ses transports, et lui faire entendre ce que je dis, quand l'enthousiasme me prend, pour que nous ne soyons point l'un à l'autre, un barbare. Les oracles ténébreux de certaines Muses m'épouvantent ou m'endorment.

— *Je connais, en effet, certains passages de votre Humaniste à la Guette, où l'on voit quel prix vous attachez à la pensée qui sait demeurer consciente au milieu des plus forts ébranlements de la sensibilité. On voit aussi dans ce livre que, chez vous, le souci moral l'emporte sur la curiosité intellectuelle, à plus forte raison sur la délectation artistique.*

— Je crois être un moraliste, un homme qui s'inquiète du sens de la vie et de la destinée humaine. La première fois que j'ai été amené à réfléchir, plume ou plutôt crayon en main, sur la destinée humaine, ce fut dans les tranchées du bois d'Ailly, comme sergent de demi-section au 29<sup>me</sup> d'infanterie. J'ai rédigé là, sans m'en douter, mon petit traité de philosophie personnelle ; je n'avais aucun souci de parade, puisque je composais soit des lettres privées, soit le fameux journal que tous les poilus rédigeaient. En ces heures tragiques, l'humanité était prise de l'éternel besoin d'y voir clair. Elle luttait contre la mort. Chacun voulait laisser un bout de papier qui fût une survivance de lui-même. N'éprouve-t-on pas toujours, d'ailleurs, un grand plaisir à se raconter ?

— *Il y a même grande utilité. Les plus grandes œuvres et les plus solides sont, après tout, des autobiographies plus ou moins transposées. Vous avez raison de vous dire un petit-fils de Montaigne. J'aime les idées que vous exprimez dans votre Alouette de Pâques sur la littérature personnelle. C'est une de nos veines littéraires les plus fécondes et où le génie de notre race se manifeste avec le plus de bonheur. L'expression du moi est fondamentalement morale, puisqu'elle nous oblige au perfectionnement intérieur, et la forme épistolaire, que vous semblez préférer, est la plus aimable de ses expressions.*

— Je suis un épistolier. J'ai toujours eu le sentiment de continuer une tradition en écrivant la moindre lettre. Dans l'ensemble l'*Humaniste*, comme l'*Alouette de Pâques*, appartient au genre épistolaire.

— *Vous aimez les classifications.*

— Je tiens assez à savoir ce que je fais à un moment donné. La besogne choisie, il faut la traiter suivant les nécessités et les règles du jeu, mais ne pas se croire obligé d'être toute sa vie l'homme d'un

seul genre. Mais ne me quittez point sans m'interroger un peu, à votre habitude, au sujet des livres que vous apercevez sur ma table. Voici la touchante aventure de *Hévo et Léandre*, remise au jour et publiée par Thierry Sandre. Honneur et reconnaissance à cet humaniste ; il sait, comme moi et comme Rabelais, que les chastes Charites de la Grèce dominent de bien haut l'érotisme alexandrin.

« L'humanisme n'est pas un système, nous dit quelque part mon cher abbé Brémond, mais un esprit. Or, l'honnêteté, *honestas*, est l'un des éléments primordiaux de cet esprit. Rabelais se montre souvent malhonnête ; on était moins bien élevé de son temps que du nôtre ; il n'est jamais déshonnête. A côté des grossières saillies de sa verve gauloise, voyez quel hymne il entonne à la pudicité des Muses. Combien moins honnête, malgré toutes ses grâces, me paraît ce XVIII<sup>e</sup> siècle, dont Maurice Brillant vient d'écrire une véritable encyclopédie dans son *Amour sur les tréteaux*. J'ai déjà lu cent pages du premier tome. Les gros livres ne m'effrayent pas quand je les sais d'une bonne plume, et je les pardonne aux Parisiens qui n'ont pas le temps de faire court. Brillant écrit-il comme il faut ? Albalat nous le dira. Je pense que Thérive approuve la langue qu'emploie le père de *Sylvain Briollet*. Pour moi, j'apprécie sa langue et son style, qui est fait d'idées justes et ingénieuses. J'ai eu plaisir à le voir mettre en scène, dès les premières pages, un cagot ridicule et tyrannique. Je hais la tyrannie des cagots, d'une haine parfaite, *perfecto odio*, comme dit le saint Psalmiste. Si le ciel avait permis que Brillant naquit du sexe auquel il doit sa mère, il serait devenu une danseuse de grand talent. J'ignore s'il le regrette, mais je sais bien qu'il aurait voulu naître compositeur de musique. Pour se venger, il met sa musique dans ses vers. Je préfère sa prose, sans doute parce que je ne suis qu'un prosateur. Ma technique est bien simple : faire avec les mots de tout le monde quelque chose qui ne soit qu'à moi. C'est par esprit d'économie. Je n'ai rien de neuf à dire à l'univers, et ceux qui me reprocheraient de ne pas enrichir la littérature auraient raison. Un humaniste n'invente rien, ne découvre rien : il conserve ; c'est un conservateur, c'est presque un réactionnaire. Mieux vaut pratiquer une honnête littérature de flanc-garde qui tape à côté. Vous devez comprendre que je n'ai pas le droit d'être ambitieux. Ne pouvant enrichir la littérature, puis-je exiger qu'elle m'enrichisse ? Je ne veux même pas devenir un maître de ma langue, puissé-je en demeurer toujours le très humble serviteur !

PAUL CAZIN.



## Ce que j'ai vu en Russie soviétique

### La faillite de l'éducation bolchéviste

En me rendant en Russie je fis une courte visite au Président Masaryk : c'est la plus grande autorité en ce qui concerne la Russie et son excellent livre sur la *Mentalité révolutionnaire russe* est devenu un ouvrage classique de la littérature politique européenne. Comme nous nous quittons, voici quel fut son message d'adieu : « Avant tout, tâchez d'étudier spécialement les écoles soviétiques. Le secret du problème russe est là ». Le Nestor de l'Europe Centrale se rendait compte que dans les écoles du gouvernement soviétique je trouverais l'expression la plus nette de ses fins politiques, de même que la preuve et la mesure les plus convaincantes du succès ou de l'échec de ces mêmes Soviets. Je fis tout ce qui dépendait de moi pour me conformer au conseil du Président Masaryk. Je visitai toutes les écoles que je fus autorisé à visiter ; je ne vis

pas, il est vrai, tout ce que je voulais voir, mais je vis assez pourtant pour être à même de tirer des conclusions définitives.

Il n'est pas de doute, que durant les deux premières années du régime communiste — période héroïque — les Soviets n'aient été animés dans le domaine de l'instruction d'ambitions sans limites. L'enthousiasme visionnaire des pédagogues de la Renaissance semblait les inspirer, tout au moins dans leurs discours. Il leur incombait, pensaient-ils, d'instaurer l'« enseignement nouveau » d'une civilisation prolétarienne. Les Soviets devaient faire la guerre sainte à l'ignorance. L'instruction serait obligatoire et générale. Jusqu'à l'âge de cinquante ans les ouvriers eux-mêmes passeraient à l'école deux heures par jour. Des livres seraient distribués à travers la Russie comme du pain, le pain de l'esprit ne coûtant rien comme le pain corporel. On chargea Maxime Gorki, ce conseiller spirituel du bolchévisme, excentrique et insaisissable, de préparer les plans d'une magnifique bibliothèque prolétarienne de la littérature mondiale ; ce projet jeta dans un délire d'admiration M. Wells : il eût été admirable, en effet, s'il avait jamais été exécuté.

Les écoles soviétiques devaient être les institutions favorites du Gouvernement des Soviets. C'est sur les écoles que tous les espoirs et tout l'effort des Bolchévistes se concentraient. Comme le Président Masaryk, ils comprenaient que l'Utopie nouvelle triompherait ou ferait faillite dans la mesure même où elle réussirait ou ne réussirait pas à éduquer la jeunesse. Peut-être les Soviets ne parviendraient-ils pas à convertir la vieille génération contaminée par les préjugés bourgeois, mais ils sauraient en tous cas édifier une génération nouvelle à idéals nouveaux, méthodes nouvelles, hommes nouveaux.

Malheureusement ces hautes ambitions n'étaient pas destinées à recevoir satisfaction. Et les dictateurs s'aperçurent qu'il est encore plus difficile de former ou de transformer une âme d'homme que de construire de nouvelles fabriques. A l'État tsariste et à l'Église tsariste les critiques socialistes avaient de tout temps adressé ce reproche mérité que tous deux avaient fait si peu pour l'éducation populaire, qu'ils avaient laissé la masse du peuple russe dans une ignorance abjecte. Mais quel désappointement dès lors de découvrir qu'après six ans d'un régime soviétique tout-puissant, il y a aujourd'hui dans la République russe moins d'écoles qu'il n'y en avait aux jours du tsarisme obscurantiste ! Il y a pénurie générale d'instituteurs — et ils valent moins comme qualité, à en juger par les lamentations de la presse officielle. Les anciens se sont en majorité retirés de leur plein gré, sont morts de faim et de maladie, ou ont été congédiés comme contre-révolutionnaires. Il n'y a pas d'argent pour bâtir de nouvelles écoles. On ne peut même pas réparer les anciennes, ni les chauffer durant les longs mois d'hiver, le combustible étant trop rare et trop cher. Et par-dessus tout : pas d'argent pour nourrir les enfants affamés ! Il est difficile de réaliser un système d'instruction intense dans un pays que la famine dévaste. Il est difficile de remplir l'esprit quand l'estomac est vide ou quand tous les membres tremblent de froid dans une atmosphère arctique. Les Écossais peuvent bien se vanter de faire pousser de la science avec un peu d'*oatmeal*, mais c'est l'*oatmeal* même qui fait tout à fait défaut en Russie.

Nul doute que si l'enthousiasme des débuts inspirait encore les autorités préposées à l'instruction publique, ces fonds eussent fini par être trouvés quelque part. Après tout, on a bien trouvé de l'argent pour nourrir les millions de fonction-

naires parasites. Malheureusement — et comme cela arrive souvent pour l'enthousiasme « missionnaire » des politiciens — cette fièvre de « missionnaires » tomba aussitôt les premières difficultés apparues. Lounatcharski, haut fonctionnaire soviétique et philanthrope, qui, à en croire M. Wells, devait régénérer les écoles russes, fait aujourd'hui simple officier de figurant au *Narcompros* ou Département de l'Instruction publique ; et on dit en général qu'il s'intéresse bien plus aux ballets et aux danseuses qu'aux enfants affamés. Madame Yakovlev a pris sa place, qui jusque là s'était plus occupée à supprimer par la terreur la contre-révolution (1), qu'à répandre l'évangile de l'instruction fait de douceur et de lumière. Durant mon séjour à Moscou on affirmait couramment que Trotski — qui les derniers mois s'était tenu singulièrement à l'écart — serait transféré du Ministère de la Guerre à celui de l'Instruction publique, et que ce grand organisateur allait agiter les eaux stagnantes dudit département. Au moins lui se rendait bien compte, disait-on, que le problème scolaire était une question de vie ou de mort pour la continuation du régime soviétique. Mais Trotski découvrira probablement sous peu que ce n'est pas en réorganisant l'armée rouge qu'on se prépare le mieux à éduquer les petits enfants et que ce n'est pas avec l'épée qu'on peut gagner la bataille scolaire.

C'est un paradoxe propre à tous les problèmes de l'Enseignement, qu'en les abordant on doit généralement commencer non par le bas, mais par le haut ; non par l'école primaire, mais par l'Université, et cela pour la simple raison que ce sont les universités qui doivent instruire ceux qui donnent l'instruction. Ce droit de primauté et de « préséance » de l'enseignement supérieur il nous faut l'appliquer même à la Russie. Dans la Russie soviétique il y a aujourd'hui sur le papier bien plus d'universités qu'il n'y en avait dans la Russie tsariste. A Moscou seulement il y en a six, sans parler des innombrables *Rabotchie Facoul'teti* (« Rab Fac » ou universités ouvrières). Mais la plupart de ces universités soviétiques ne le sont que de nom. Une Université présuppose d'abord l'enseignement de toutes les branches essentielles du savoir humain et, en second lieu, un personnel enseignant compétent et un outillage de laboratoire adéquat. En ce qui concerne les branches d'enseignement, nous allons voir que la plupart des objets essentiels ont été supprimés sans pitié, et que les universités soviétiques ne sont que des écoles professionnelles mutilées et ne fournissant que ce dont le Gouvernement paraît surtout avoir besoin de façon urgente, à savoir : des ingénieurs de la chimie et des médecins juifs. En ce qui concerne le personnel enseignant, la majorité des professeurs ont été, comme les instituteurs, fusillés, congédiés ou expulsés. Lorsque Lavoisier, le fondateur de la chimie moderne, eut été envoyé à la guillotine, le Terroriste qui le condamna remarqua cyniquement, raconte-t-on, que la République n'avait pas besoin de savants. En 1919 les Bolchéviks russes semblaient partager l'opinion des Terroristes français sur le chapitre de la science théorique, et spécialement des universitaires. En Russie et en Europe Occidentale, j'ai rencontré bien des professeurs russes, mais, je crois, pas un qui ne fût hostile au régime. La plupart de ceux qui étaient restés en Russie n'osaient pas souffler mot à ce sujet, mais leur silence était plus éloquent que bien des paroles. Bâtiments et outillage scientifique étaient dans un état lamentable. Un socialiste britannique distingué qui avait visité la Russie, nous a dit que le premier soin des autorités soviétiques — preuve de leur politique éclairée — avait été,

(1) Elle avait été chef de la *Tchéka* de Petrograd. (N. d. l. R.)

nonobstant leur pauvreté, de réparer les bâtiments universitaires. De ces réparations je ne vis aucun indice. Et chaque touriste peut voir par lui-même l'état de délabrement piteux dans lequel reste jusqu'aujourd'hui, la façade de la vieille Université de Moscou.

A Moscou je visitai la vieille Université comme la nouvelle. Je vis la section de chimie. Elle était pleine d'étudiants — la chimie semble jouir de la faveur des étudiants révolutionnaires —, mais le laboratoire était insuffisant et de caractère suranné. Je vis la section d'anatomie. Là aussi il y avait abondance d'étudiants, et les cadavres ne semblaient guère manquer là où on les disséquait. Car il paraît que ceux-ci coûtent moins cher que les microscopes. Dans la section de zoologie le professeur avait consacré les très modiques ressources dont il disposait à rassembler des matériaux pour un musée darwinien fort intéressant, à l'instar de celui de South Kensington ; sa femme procédait à des expériences très instructives sur la psychologie des singes. Je ne les oublierai facilement ni l'un, ni l'autre. Ces deux zoologues enthousiastes, absorbés par l'étude de la mimique et de la psychologie des singes, me firent l'impression du couple le plus heureux que j'eusse rencontré dans tout l'Empire russe. En voici peut-être l'explication : le professeur Kotze (ou Coats) serait, me dit-il, d'origine écossaise.

Dans la bibliothèque de la seconde Université de Moscou (Université des vieilles femmes), je trouvai peu de lecteurs comme peu de livres. La bibliothécaire en chef me fit observer que la nouvelle génération ne lisait presque plus. Ou bien les hommes de cette génération devaient gagner leur vie, ou bien ils étaient trop pauvres pour étudier. En tous cas ils ne s'intéressaient ni à la science, ni à la littérature pure. Tout ce qui survivait comme intérêt on le réservait pour les sciences appliquées ou pour des controverses politiques.

Les universités russes prospéreraient davantage, si seulement elles savaient ce qu'elles doivent enseigner. Mais toutes les anciennes disciplines ont été mises de côté. On n'enseigne plus le latin et le grec dans aucune école, ni dans la plupart des universités. On ne tolère les langues orientales que parce qu'elles servent à faire de la propagande anti-britannique dans l'Inde et le Proche-Orient. Les anciennes facultés ont aussi été supprimées ou n'existent que sur le papier. Suppression logique et inévitable : On ne peut avoir une faculté de droit dans un pays où toutes les anciennes lois ont été supprimées et où la notion même de loi a cessé d'exister. On ne peut avoir une faculté de théologie là où l'athéisme est la doctrine officielle ; ni une faculté de philosophie ou de belles-lettres dans un pays où toutes les humanités sont *tabou* et toute philosophie méprisée.

Pour ce qui en est des sciences historiques, le Gouvernement des Soviets, non content de faire de l'histoire nouvelle, se voit obligé de récrire l'Histoire existante à la lumière de l'interprétation matérialiste de l'Histoire, base du marxisme. Le professeur Pokrowski, vice-ministre de l'Instruction publique, a bien voulu m'envoyer quelques manuels élémentaires d'histoire réécrits dans un esprit communiste. La lecture de ses manuels est fort instructive. Dans ceux qu'a composés le professeur Pokrowski lui-même, nous trouvons une explication toute nouvelle de l'Histoire de Russie : la clé magique donnant accès aux secrets du Passé, ce sont les variations et fluctuations du prix du froment. Les écoliers de l'avenir n'auront pas à se préoccuper des méfaits des tsars Romanov : ils pourront se contenter d'étudier les tableaux des prix.

Les employés soviétiques sont, notons-le à ce propos, très forts pour ce qui concerne tableaux et statistiques. A l'exposition soviétique on voyait des hectares d'ingénieux diagrammes couvrant chaque mur de chaque salle de ces vastes bâtiments.

Non seulement les vieilles disciplines sont *tabou*, les anciens professeurs expulsés et remplacés par de nouveaux (lesquels sont principalement d'origine juive), mais l'Université elle-même est édifée sur des bases strictement prolétariennes et réservée aux étudiants prolétaires. Pour un fils de professeur il est plus difficile d'entrer à l'Université où son père enseigne que pour un chameau de passer par le trou d'une aiguille. La grande innovation introduite par les pédagogues soviétiques, c'est la combinaison du travail manuel avec le labeur intellectuel. Ils prétendent du reste que sous ce rapport ils ne font qu'appliquer les théories préconisées par Rousseau dans l'*Emile*, par le Prince Kropotkine (1) dans les campagnes et les ateliers, et surtout par Tolstoï dans tous ses écrits pédagogiques. Les autorités soviétiques glorifient ce dernier comme le prophète de la pédagogie nouvelle. Elles subsidient un Musée Tolstoï à Moscou et un second à Petrograd. A Yassnaïa Poliana (2) elles ont fondé une école bolchéviste. A deux reprises j'eus l'honneur de rencontrer la fille de Tolstoï. Je ne me hasardai pas à la prier de m'expliquer les opinions de son père ; et pour des raisons évidentes elle s'abstint scrupuleusement d'aborder un sujet plutôt périlleux. Mais en 1905, lors de ma visite à Yassnaïa Poliana, j'ai eu l'occasion de discuter, à plusieurs reprises, diverses questions d'ordre pédagogique avec le comte Tolstoï lui-même : aussi puis-je déclarer catégoriquement que le « grand vieillard » eût rejeté avec indignation l'application de ses idées faite par les Bolchéviks et qu'il eût protesté avec horreur contre l'utilisation de son nom dans un but de propagande. Mes guides soviétiques m'informèrent toutefois que la combinaison « tolstoïenne » du travail manuel avec le travail intellectuel avait donné des résultats admirables. J'aurais aimé à le vérifier par moi-même, mais apparemment les autorités y étaient opposées. A deux reprises un jeune employé juif me mena voir un *Rabfac* ou faculté ouvrière, et chaque fois il se trouva qu'il m'avait sans le vouloir mené dans un autre quartier de la ville. J'en dus conclure que le succès de cette nouvelle expérience prolétarienne n'était pas de nature à impressionner favorablement un étranger porté à la critique.

Il est peut-être trop tôt pour porter un jugement définitif sur les expériences soviétiques en matière d'Instruction. Mais certaines conséquences sont révélées par les statistiques officielles et la presse officielle a plus d'une fois insisté là-dessus. La *Pravda*, organe du parti communiste, avoue que 25 % seulement des élèves vont à l'école à Moscou ; et à Petrograd, en 1920, 800 élèves seulement ont achevé leurs études. Le camarade Zelikson, un haut dignitaire de l'Instruction publique, reconnaît que la majorité des enfants en âge d'école échappent à tout contrôle et préfèrent flâner et s'adonner à la spéculation. En 1920 — année héroïque du Bolchévisme — le commerce illicite des rues était fait par des enfants en majeure partie. Cette même année, le professeur Griboyédov déclarait devant une commission gouvernementale qui avait pour objet de faire rapport sur le criminalité juvénile, qu'à Petrograd il y avait eu en 1918, 8000 crimes commis par des

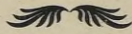
(1) Anarchiste russe très connu, auteur des *Paroles d'un révolté*, de l'*Anarchie, sa philosophie*, etc. (N. d. l. R.).

(2) Propriété de Tolstoï dans la province de Toula (N. d. l. R.).

enfants sur une population de 600.000 âmes ; et 10.000 en 1919. Ces chiffres semi-officiels se passent de commentaires et jettent un jour lugubre sur les résultats moraux de l'éducation soviétique.

CHARLES SAROLÉA,  
Professeur à l'Université d'Edimbourg.

(A suivre.)



## Deux admirateurs d'Anatole France

Le jubilé d'Anatole France, qui vient d'atteindre ses quatre-vingts ans, a suscité dans la presse toute une littérature. Que celle-ci soit élogieuse dans son ensemble, nul ne s'en étonnera. On est si habitué aujourd'hui à entendre célébrer le mérite littéraire, même quand il est employé à répandre l'erreur ou à excuser le vice, qu'on ne s'indigne plus de voir des critiques faire abstraction de leurs convictions et se pâmer d'admiration devant le talent, sans aucun souci de l'usage qu'on en fait. A les entendre, on dirait que la forme importe plus que le fond : pourvu qu'une idée soit bien exprimée, ils ne s'arrêtent pas à ce qu'elle exprime. C'est un renversement total des valeurs, et un signe de décadence intellectuelle. Car, prendre le mirage pour la réalité, attacher plus d'importance aux apparences qu'à la vérité ou, pour employer la terminologie scolastique, préférer les accidents à la substance, ce fut toujours, pour les sociétés comme pour les individus, le commencement de la décrépitude.

Mais soit. Il s'agissait aujourd'hui de glorifier un vétéran des lettres, qui est, incontestablement, l'un des meilleurs écrivains de la langue française, et l'on trouverait, certes, dans son œuvre immense, un bon nombre de pages délicieuses et irréprochables. Nous voudrions croire que c'est à celles-ci que songeaient les compositeurs de symphonies oratoires, dont aucune note de regret ou de reproche n'arrête l'élan dithyrambique.

D'aucuns, cependant, vont un peu fort... J'ai sous les yeux le numéro que les *Nouvelles littéraires* du 19 avril ont consacré au jubilé du patriarche de la littérature. Les différents aspects du talent d'Anatole France y sont mis en relief par des hommes de lettres, choisis parmi les plus connus et les plus sympathiques, sans doute, à l'auteur du *Lys rouge*. Le romancier, le poète, le critique littéraire, l'auteur dramatique et l'historien sont tour à tour étudiés par des « compétences ». Étudiés ? Disons plutôt : exaltés sur commande, comme il convient dans un journal qui veut être le grand organisateur des gloires littéraires et qui sonne l'actualité à coups de trompettes et de buccins.

Que M. Charles Maurras célèbre avec trop d'indulgence le poète en vers que fut Anatole France à ses débuts et qui est bien oublié aujourd'hui ; que M. Paul Souday, avec plus de raison, admire le chroniqueur littéraire, qui fut un de ses prédécesseurs au *Temps*, je n'y contredirai pas. Mais ce qui me dépasse, c'est de voir M. Camille Jullian, le nouvel académicien, se charger de faire l'article sur *Anatole France his-*

*torien*, et l'encadrer de ces deux phrases ahurissantes : « L'histoire peut revendiquer Anatole France comme un de ses plus charmants fidèles », et : « Il a fait bel et bon travail d'histoire, en ouvrant qui a l'amour de sa tâche et qui en estime le prix ».

Je crois que le seul livre d'histoire qu'écrivit Anatole France est cette *Vie de Jeanne d'Arc*, où son mépris de la vérité éclata au grand jour, et j'étais bien curieux, en poursuivant la lecture de l'article de M. Jullian, de voir comment il s'y prendrait pour ne pas renverser l'idole qu'il s'était chargé d'encenser. Mais je ne trouvai rien, pas un mot sur Jeanne d'Arc, pas une allusion. M. Jullian a pris, en faveur d'un vivant, le parti des orateurs de discours funèbres : *de mortuis nil nisi bene !*

Alors, il a réussi à écrire un article sur l'historien en ne parlant que de ses romans à fond historique et, naturellement, il n'en dit que du bien. C'est ainsi qu'il juge qu'Anatole France « a parlé du Christianisme avec une finesse de doigté incomparable ». Je n'ai pas eu cette impression à lire *Sur la pierre blanche*, où l'Apôtre saint Paul est mis en scène en face du proconsul Gallion. Sans doute, M. Jullian se déclarera satisfait quand un auteur ne fonce pas comme un taureau sur la religion et, en effet, ce n'est pas la manière de France. Mais il y a là, outre une incompréhension totale du fond du christianisme, une série d'attaques subtiles, de flèches perfides décochées avec l'air de ne toucher à rien, qui font plus d'effet qu'un combat réglé.

D'ailleurs, tout l'ensemble de l'œuvre de ce sceptique respire tellement l'hostilité sournoise contre l'Évangile et l'Église qu'il est incompréhensible qu'un historien comme M. Jullian ne le remarque pas.

\* \* \*

Plus inconcevable encore est son mutisme au sujet de la *Vie de Jeanne d'Arc*, où Anatole France prétend, dans sa préface, ne « s'être écarté d'aucune des règles en usage pour la recherche de la vérité historique ». C'est donc bien œuvre d'histoire qu'il voulait faire là.

Or, un historien anglais et, chose piquante, protestant, M. Andrew Lang, dans son livre *The Maid of France*, traduit en français sous le titre *La Jeanne d'Arc de M. Anatole France*, a démontré que ce prétendu historien pousse l'audace jusqu'à altérer les textes, les citer à faux, les traduire à contresens du latin (ô humanisme !), et il a relevé quatre-vingts passages où les sources ne disent pas un mot de ce que M. France leur attribue ! Tout cela, parce que celui-ci voulait, coûte que coûte, atteindre son objectif : représenter Jeanne d'Arc comme une hallucinée, une héroïne surfaite et une hérétique.

M. Camille Jullian oserait-il appeler cela un « bel et bon travail d'histoire » ? Non, sans doute. Aussi, dans un article sur « Anatole France historien » il préfère observer de Conrart le silence prudent. Les académiciens ont, entre eux, de ces politesses. Mais que devient, en l'occurrence, l'impartialité de la critique littéraire ?

\* \* \*

Parlerai-je aussi du péan que chante en l'honneur du dieu la Comtesse de Noailles en une langue dionysiaque, qui semble un écho des *Nocturnes* de Gabriele d'Annunzio ?

La finesse classique d'Anatole France aura été douloureusement froissée à la lecture de cette prose grandiloquente. Lui, dont la simplicité du style et la limpidité de la phrase

stituent le plus grand titre de gloire, méritait, certes, d'être loué avec moins de boursoufflure. Mais que voulez-vous ? prophétesse est montée sur son trépied, et elle s'est grisée en un enthousiasme qui ne peut se traduire qu'en des oracles obscurs. Écoutez donc :

*Le cœur tout embaumé de ces vapeurs dorées qui s'élèvent des pages poétiques d'Anatole France; l'intelligence comme emprisonnée par l'habile et puissante étreinte de son raisonnement voluptueux (un raisonnement voluptueux, keksekça ?), j'arrête l'œuvre enivrante que je viens de relire tous ces jours-ci un cœur engourdi d'abeille (Boisson trop capiteuse pour vous, Madame. Il ne fallait pas en abuser). Immobile, muette, gorgée de sucre subtil, que pourrais-je dire ? (Des sottises, peut-être. Et engourdie, ce n'est pas le moment de parler). Je ne suis pas de miel avec ce miel divinement composé. (C'est la même chose même, mais il faut cependant continuer l'article).*

*Noterai-je que toutes les bienheureuses contradictions (Vous voyez, voilà la sottise qui apparaît!) qui multiplient les pensées ! ah ! c'est magnifique ! Il y a chez Anatole France deux plus de pensées que chez les autres, qui ont négligé de contredire) et l'amour (Les contradictions multiplient l'effort aussi ? Faisons-nous un cœur innombrable) se rencontrent avec un glissement de vagues et de sirènes chez ce magnifique esprit ? (style « annunziesque »).*

Mais pardon de vous avoir interrompue, Madame ; je vous prie de chanter jusqu'au bout :

*Le sage ne vante que l'ardeur ; cet ardent ne veut soudain louer la sérénité. Comme il a raison, ce plaignant amer et révolté, qu'il n'accepte pas pour l'homme l'atroce condition de l'homme. Comme il a raison encore lorsqu'ébloui par la lumière,*

*la beauté, le désir, son chant bénit l'illusion et la nécessité enchanteresse de l'invincible amour.*

*Qui ne se souvient de la phrase illustre où ce grand poète, évoquant la planète glacée et sans vie qui sera un jour la terre, nous rappelle avec tendresse que la noblesse des choses, les pierres antiques des temples de Sicile, la cendre des fleurs et des corps gracieux mêleront au mouvement éternel leur substance mystérieuse ?*

Le romantisme n'est pas extirpé ; il existe toujours à l'état sporadique. Les femmes surtout y sont sujettes ; voici un cas de quarante degrés au moins. Les symptômes les plus sûrs sont : les contradictions, le délire et l'hypertrophie des sensations. Au stade le plus aigu de la fièvre, le ou la malade éprouve une singulière ivresse qui lui fait trouver du bonheur dans ses contradictions et prendre ses sensations pour des pensées. Alors, tout se confond dans son esprit : les mots perdent leur sens pour ne plus garder que leur sonorité et, si cela fait un concert à dilater le cœur, il est bien à craindre que l'esprit n'en sorte pas raffermi.

La guérison est-elle possible ? Le traitement est long et d'autant plus difficile à appliquer que le malade aime son mal. Certains praticiens croient qu'il faut s'attaquer en tout premier lieu à la boursoufflure ; celle-ci disparue, la raison reprend peu à peu ses droits. Le meilleur remède est, disent-ils, la lecture des *Précieuses ridicules*, qui serait un baume merveilleux pour toutes tumeurs et protubérances de style. Mais je crois qu'il y a tout un régime à suivre et qu'il faut, entre autres, éviter soigneusement les épices et les alcools des *Nouvelles littéraires*.

Chan. PAUL HALFLANTS

## Les idées et les faits

### Chronique des Idées

#### La semaine sociale universitaire de Louvain

fondée en 1920, par M. l'abbé Cardijn, le dévoué directeur des œuvres sociales catholiques de Bruxelles, hautement patronnée par le cardinal Mercier, la Semaine sociale pour universitaires, dont le professeur Harmignie est devenu le conseiller moral, après avoir tenu ses trois premières sessions annuelles à la Centrale de la rue Finckx à Bruxelles, sa quatrième à Liège, s'est réunie cette fois, le 23 au 26 avril, à l'Institut supérieur de Philosophie, à Louvain. Le Comité organisateur se composait d'Alphonse Servais, président, Robert Kothen, secrétaire général, d'une dizaine d'étudiants socialistes, un bruxellois, trois liégeois, un namurois et un anversois. Elle comptait environ, je pense, une centaine de semainiers universitaires et autres. Je note la présence de quelques ecclésiastiques et religieux, de quelques dames, je cite à part avec une particulière satisfaction, quelques religieuses représentant l'Institut de Notre-Dame de l'Épine à Eecloo, si connu par son esprit pressif et ses fécondes initiatives. Il convient de décerner un éclatant éloge à ces étudiants d'universités qui prélèvent presque une semaine sur leurs courtes vacances de Pâques pour suivre avec application d'austères leçons sociales. Vaillante élite qui sait se passionner pour les plus graves problèmes de l'heure présente. Sérieuse et pacifique, pan-catholique, comme elle contrastait heureusement, dans les leçons de Louvain restituées au calme traditionnel des vacances, avec ces tribulations de la semaine précédente qui, sous couvert de néerlandisme, abusant d'une hospitalité trop généreusement

octroyée, sont venus discréditer leur cause et scandaliser la population.

La *Semaine* avait mis à l'étude la question primordiale et toujours actuelle de la *Famille*, et pour l'envisager sous ses principaux aspects s'était tracé un magnifique programme. Principes organiques de la Société familiale, causes de désorganisation de la famille, son relèvement moral, consolidation économique du Foyer familial : tel est le cycle qu'embrassaient les leçons du jour et les conférences du soir, les premières suivies de discussions parfois animées, toujours courtoises.

La première journée s'ouvrit par une déception : M. le professeur TERLINDEN, indisposé, ne put faire son cours sur la famille d'ancien régime : il nous aurait montré avec la sagacité de son sens historique, comment les vieilles mœurs et l'ancien droit avaient organisé la famille, en avaient fait le principe de l'Etat et y avaient créé l'harmonie en assignant leur rôle véritable au père, à la femme et aux enfants.

Mgr DEPLOIGE fit donc l'ouverture en exposant, d'après saint Thomas, la philosophie de la famille. C'était, un peu desserrée de sa forme scolastique, la conférence que le distingué prélat et sénateur prononça naguère à Rome pour la Semaine Thomiste et que la *Revue des Jeunes* a reproduite dans son numéro du 15 novembre. Fidèle interprète de la pensée de l'Aquinat, le Président de l'Institut de Philosophie se devait de trouver dans cet exposé et d'en dégager l'origine de la famille, ses lois vitales et la réfutation de la théorie évolutionniste qui fait tout sortir en cette matière de la génération animale. Il y a réussi incontestablement. Mais j'ose avouer — qu'on me pardonne cette impertinence — que sur ce chapitre l'originalité et la modernité de l'Ange de l'école m'échappent, et, par exemple,

sans suivre pas à pas saint Thomas en cette question, même en s'en affranchissant, Mgr d'Hulst, dans son admirable carême de 1894, notamment dans la première conférence, traite le sujet avec une hauteur de vue et une souveraine clarté qu'on ne dépassera pas.

Le Recteur de l'Institut agronomique de Gembloux, M. G. LEGRAND, a parlé des fonctions de la famille, des devoirs de l'union conjugale, en moraliste chrétien et apôtre qui touche aux points les plus délicats sans blesser, qui éclaire les consciences et les affermit.

La conférence du soir, donnée par le R. P. MATIVA, professeur à la Faculté de Notre-Dame de la Paix, était du plus haut intérêt ; la littérature française et la famille. Revue presque cmématographique par la précision lumineuse et la rapidité de tous les écrivains marquants du XIX<sup>e</sup>, voire du XX<sup>e</sup> siècle, dans leurs rapports avec la famille, cette conférence on le conçoit aisément, ne pouvait manquer de paraître... étendue. Le professeur fait dégorger son érudition, l'artiste de la parole choisit. Qu'emportent les auditeurs de cette immense récapitulation ? Peut-être une plus haute estime de René Bazin que l'on déprécie souvent et bien à tort, il n'a pas la puissance de Bourget, mais il est moins systématique, moins tendu que l'auteur du *Démon du Midi*, il n'a pas la hardiesse de Bordeaux, mais il est plus délicat, plus varié, plus formellement chrétien ; plus qu'eux, dit le R. P. Mativa, il mérite de faire école.

La visite de la Prison centrale de Louvain, illustrée par une courte et substantielle allocution de M. Bertrand, directeur, fit toucher du doigt la situation lamentable des victimes de la désorganisation de la famille à laquelle était consacrée la deuxième Journée.

\* \* \*

Journée sombre, je l'avoue, qui mettait les âmes en deuil et rappelait les exercices de la voie purgative des retraites manréziennes. On évoquait les prophètes se lamentant sur les ruines de la cité sainte, en entendant M. EDG. JANSSENS dénoncer les méfaits de la philosophie individualiste, la désagrégation de la « cellule sociale » instable, éphémère, inféconde ; M. l'abbé CARDIJN, avec son verbe enflammé et sa voix suraiguë, flageller les agents de désorganisation qui ont dissocié la famille de tous les éléments nécessaires à son épanouissement : travail, propriété, éducation, service social, plaisir, vie publique, religion ; le R. P. LEMAIRE, fulminer le plus effrayant réquisitoire contre l'indiscipline des mœurs, dévoiler les turpitudes du néo-malthusianisme dans l'infortunée province du Hainaut ; M. l'abbé LECLERCQ, lui-même, enfin, avec sa modération habituelle d'aillours et le sens de la mesure, démasquer dans l'institution du mariage civil une mesure de persécution sournoise mais efficace qui fausse chez les catholiques la notion du mariage chrétien, le seul, y découvrir un élément de la décomposition familiale, parce qu'il ouvre la porte au divorce, un facteur de la déchristianisation des masses, parce qu'il sépare de Dieu les familles, et partant, la société.

Comme bien on pense, ces médecins qui débriident les plaies avec tant de hardiesse, ne sont pas à court de remèdes : M. Janssens préconise la restauration intégrale des vrais principes que seul possède le catholicisme et le respect pratique de ces conceptions par les chrétiens fervents, spécialement l'accomplissement de cette *justice générale* qui oblige chaque membre du corps social à servir la société. M. l'abbé Cardijn demande la réassociation des familles entre elles et la réorganisation sur le plan familial, en fonction de la famille, de tous les éléments nécessaires à son épanouissement que j'ai énumérés plus haut. On le voit, il en fait de la besogne à nos législateurs ! Le R. P. Lemaire s'efforce d'imprimer une salutaire terreur aux consciences endormies en dressant l'épouvantail des statistiques où l'on voit la Wallonie descendre plus bas que la France sur l'échelle de la natalité.

M. l'abbé Leclercq voit notre salut dans la différenciation du droit que lui suggère l'exemple de législations étrangères. L'Etat, qui reconnaît l'existence du culte catholique, et même des confessions juive et protestante, ne pourrait-il traiter différemment le mariage des citoyens, suivant qu'ils déclarent appartenir ou non à l'un des cultes reconnus. A l'égard des premiers, son rôle se bornerait à enregistrer leur union, à lui garantir ses effets civils ; à l'égard des autres, l'acte civil suppléerait à l'absence de mariage religieux. Dans l'un et l'autre cas, il laisserait le mariage tel qu'il est, tel qu'il résulte de la condition des parties, ici contrat sacré, là contrat purement naturel, valide ou non en lui-même, suivant que les contractants qui déclarent n'avoir pas de culte, sont des infidèles ou des apostats. Telle est, en substance, la législation actuelle en Espagne. Je résume en ces lignes une note de Mgr d'Hulst, à ses conférences de 1894.

Et certes dans les solutions proposées aux problèmes angoissants qui nous tourmentent, il y a une indication précieuse qui tendra, me semble-t-il, à se dégager de la suite de la *Semaine*.

La journée du jeudi fut agréablement par la visite de la puissante organisation du Boerenbond et de l'école sociale catholique.

La troisième journée devait faire luire l'arc-en-ciel sur les sombres nuées accumulées le jour précédent. On devait voir se succéder à la tribune les figures riantes et sympathiques, rayonnant la confiance. C'était presque le jour des médecins tant mieux, et les âmes se dilatent à l'audition du R. P. CHARLES, qui tire un feu d'artifice de mots spirituels sur les apeurés, les étourdis, les réfléchis et oriente les familles vers les grands horizons du Congo, de M<sup>lle</sup> DE ROO, séduisante oratrice, qui revendique l'éducation de la femme au foyer, par le foyer, pour le foyer, de M. le Chanoine BLAMPAIN, le nouveau vicaire-général de Mgr l'évêque de Tournai, qui chante un hymne à la liberté de l'enseignement selon l'esprit des constituants de 1830, de M. MICHEL LEVIE, ministre d'Etat, qui nous distille sur un ton melliflu des aperçus ingénieux et réconfortants au sujet de la Ligue des familles nombreuses dont il est le Président prêchant d'exemple et qu'il confie, en terminant, à la sollicitude de l'éminent parlementaire présent à la conférence : M. le ministre d'Etat Helleputte.

Pour ajouter au charme de cette journée rassérénante, les derniers s'en furent reconnaître les curiosités artistiques de Louvain, sous la conduite du cicerone le plus obligeant et le plus averti, M. le chanoine MAERE, professeur à l'Université.

Je dois cependant mettre une ombre au tableau.

Dans son intéressante leçon, M. le Chanoine Blampain s'est félicité à juste titre de ce que l'intervention de la Fédération catholique de l'enseignement moyen ait épargné aux athénés l'enseignement occasionnel de la morale indépendante ou athée en invoquant le grief de conscience. Il est clair, en effet, que la liberté de conscience chrétienne est lésée par un système qui articule les injonctions morales sans les motiver par l'autorité divine. Fort bien, mais sur les bancs de l'école primaire aussi la conscience des tout petits eux-mêmes ne peut s'accommoder de prescriptions morales qui ne s'étaient pas de Dieu, l'unique fondement de la morale et c'est dès le bas âge, qu'il faut imprimer dans les cœurs le respect de l'autorité divine. D'avoir consenti à l'introduction sournoise et hypocrite de la morale athée dans le programme de l'école primaire, contrairement à l'interprétation constante de toute notre législation scolaire, c'est une lamentable défaillance, une honteuse capitulation qui ne peut se justifier par le mythe de l'union sacrée.

\* \* \*

Le samedi couronna dignement la *Semaine* par une étude approfondie des allocations familiales dans leur rapport avec les salaires, présentée par M. l'abbé HARMIGNIE, professeur à l'université, une étude non moins substantielle et tout à fait au point de M. EDMOND SERVALS, avocat, sur les Habitations à bon marché, dont la portée morale, économique et sociale ne peut échapper à personne, enfin, par une leçon académique de M. DABIN, professeur à l'université, sur le régime juridique des biens de la famille.

M. Dabin est un beau professeur de Droit civil qui honora sa chaire de Louvain. Il a le don de la clarté dans l'exposition, de la chaleur dans le débit et son érudition tenue à jout paraît gouvernée par un haut et ferme bon sens. Mais il est juriste dans l'âme, partisan du partage forcé, adversaire de la liberté de tester et opposé même à l'accroissement de la quotité disponible qui permettrait de reconstituer obliquement la famille-souche, préconisée avec tant de raison par Le Play. Il ne croit pas que la division forcée des héritages nuisent tant que cela à la conservation du patrimoine et fasse redouter aux parents la multiplication de leur postériorité.

Je n'entends pas discuter ici, je me borne à constater.

La discussion s'est élevée très intéressante entre M. l'abbé Harmignie et le R. P. Fallon, l'éminent auteur des *Principes d'Economie sociale*, au sujet des allocations familiales. Le premier ne les trouvant justifiées ni en justice commutative, ni en justice distributive, n'y voyant qu'une intervention bienveillante des entrepreneurs, n'en admet la légitimité que lorsque il a été satisfait à la justice par le salaire normal, vital, qui doit assurer par lui-même à l'ouvrier normal, sobre et honnête, ce qui est nécessaire à la subsistance individuelle, et à celle d'une famille normale dans le milieu social où il vit. On conviendra qu'il y a beaucoup de normal dans l'affaire et que ce terme est bien élastique.

Quoi qu'il en soit, d'après M. Harmignie, les salaires payés actuellement — salaires néanmoins forcés — ne satisfaisaient pas aux exigences



la justice commutative, les allocations familiales devraient être tirées jusqu'au relèvement des salaires au taux normal.

Le distingué professeur part assurément d'une idée juste, la crainte de confondre les devoirs parfaits et les devoirs imparfaits, l'ordre de la justice et l'ordre de la charité — dont le mot seul cause une réelle ouvante à nos égalitaires — la crainte de considérer la procréation comme une fonction sociale, bien qu'elle rende certes un service à l'Etat, et de la faire rétribuer comme telle, la crainte de l'extension technique de l'idée à toutes les classes de citoyens et de l'instauration d'un régime communiste.

Le R. P. Fallon, plus hardi, plus optimiste, estime les allocations familiales suffisamment justifiées par l'équité intermédiaire entre la justice et la charité et l'on sait avec quelle netteté il a pris position sur ce terrain brûlant et arrêté ainsi sa formule :

« La rétribution du travailleur se composerait aujourd'hui de trois parts : le salaire proprement dit, le droit aux assurances sociales et le droit aux allocations familiales. Le travailleur, pour le travail qu'il fournit a droit à un salaire ; l'homme pour le risque qu'il court droit à une assurance sociale, le père de famille, par les enfants qu'il a, le veuf a droit à une allocation familiale.

À travail égal, salaire égal.

À risque égal, assurance égale.

À famille égale, allocation égale. »

Quand on a relu ces formules d'acier tranchantes, on comprend à merveille que les deux théoriciens se soient affrontés dans la brillante harmonie de la *Semaine*.

Au demeurant, ni vainqueur ni vaincu. La conclusion de M. Harcourt revient en effet à encourager les allocations familiales pour payer le fleau de la dépopulation. Il reconnaît que si les salaires aujourd'hui peuvent laisser le père de famille de trois enfants dans une misère relative, c'est le résultat d'un désordre social et cherche dans la grande loi du renoncement le véritable remède au mal dont souffre la société.

Le discours de clôture fut prononcé par Mgr Ladeuze, recteur de l'Université. Au lendemain des scènes tumultueuses dont Louvain a été le théâtre, se retrouvant en présence de ses chers étudiants, l'éloquent et avisé Recteur dans une harangue d'allure très littéraire et d'un riche fond doctrinal, n'a pas manqué de rappeler avec autorité l'importance des devoirs des universitaires les uns envers les autres, pour rétablir l'harmonie au sein de ces familles agrandies que sont les universités.

Si l'on me demandait la pensée que j'ai emportée de cette Semaine de leçons, de conférences, de discussions où furent débattus tant et si graves problèmes, je dirais simplement qu'il m'a paru démêler à travers les discours un certain pessimisme au sujet des œuvres, beaucoup de remèdes proposés ne sont que des palliatifs, les allocations familiales elles-mêmes profitent en plus grand nombre aux ménages à enfant unique qu'aux autres. La plupart des institutions officielles empoisonnées de neutralité, se retournent contre leur but. La natalité sévit et fait reculer la vie.

C'est là que j'ai vu poindre dans plusieurs leçons cette idée salvatrice : à rebâtir la cité chrétienne, par l'action catholique, supra-politique, supra-économique ; il faut organiser des élites sur le plan religieux et les hiérarchiser, les tirer de la masse où elles risquent de se perdre pour les mettre en pleine valeur d'apostolat en les coordonnant. Une réorganisation s'impose, elle se fera.

J. SCHYRGENS.



## FRANCE

### La natalité française

Après un article de Victor Giraud : *La Crise de la Natalité ; les causes et les remèdes* dans le *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1924.

Les victoires françaises — les victoires de la Marne comme celle de la Ruhr — risquent d'être inutiles, si la France ne sort pas victorieuse de la « bataille de la natalité ».

En 1700 la France avec ses 20 millions d'habitants est le pays le plus peuplé du monde, la Chine et l'Inde exceptées. En 1851, avec 35 millions et demi elle occupe encore le premier rang en Europe après la Russie. Mais en 1913 elle n'est plus qu'au 5<sup>me</sup>. Elle est remontée aujourd'hui au 4<sup>me</sup>, mais ce n'est que grâce à la dislocation de l'Autriche, et dans le monde elle ne vient qu'au 8<sup>e</sup> rang.

La France a perdu à la guerre 1.400.000 hommes. Si la situation créée par leur disparition et la mentalité française ne sont pas améliorées, la population française stationnaire depuis 15 ans va

promptement décroître : 35 millions en 1945, 25 millions en 1965. Que sera-ce dans un siècle ?

La France a été longtemps un des pays les plus féconds du monde entier. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les familles françaises avaient quatre enfants en moyenne : à la veille de la guerre, deux ; 4,55 naissances pour un mariage en 1811, 2,33 en 1912. Devenue pour l'étranger un « pays de célibataires et de fils uniques » la France dépeuplée d'avant la Grande Guerre inspirait même à ses amis et alliés d'Europe des sentiments de hautaine commisération. Il faut avouer que l'apparence des faits semblait autoriser cette manière de voir. Alors que de 1850 à 1900 la France augmentait de moins de 4 millions d'habitants, la Russie s'accroissait de 62 et l'Allemagne de 21. A plus d'une reprise, de 1900 à 1914, le chiffre des décès l'emportait même sur celui des naissances. Avec quelle joie la presse ennemie n'enregistrait-elle pas ces signes avant-coureurs d'abdication nationale !

C'est après 1870 que la situation a commencé à empirer avec une troublante continuité. De 1871 à 1921 la population française n'a augmenté que de 3.121.573 habitants. (En Allemagne, malgré les amputations de territoires subies, de 21.941.000) ; et la natalité qui s'était un peu relevée en 1920 et 1921, après la paix, a recommencé à baisser. Le flot des populations voisines — et rivales ou ennemies — monte de plus en plus. La situation est somme toute extrêmement critique et les faits d'une poignante éloquence.

Les conséquences d'une pareille situation sont faciles à pressentir et ont commencé à se manifester déjà. Première conséquence : c'est 1914 même, car « c'est le fléchissement de notre natalité qui a encouragé l'ambition et favorisé la volonté de guerre » de l'Allemagne, qui jamais n'aurait osé attaquer la France, si la population française s'était accrue dans les mêmes proportions que la population allemande. Une guerre effroyable, une paix précaire et troublée, voilà le prix dont la France a payé son triste refus de croître et de multiplier. Voilà pour le présent, et pour ce qui est de l'avenir, le traité de Versailles a laissé la France à peu près isolée en face d'une Allemagne vaincue mais mal désarmée, peuplée et aspirant à la revanche. Dans une dizaine d'années la France qui a aujourd'hui 465.000 hommes de troupes blanches sous les armes, n'en aura plus que 260.000. Et l'Allemagne ?... Il n'est pas trop tôt pour aviser dès à présent à un danger qui croît en gravité chaque année.

Si on passe aux causes de la dépopulation française, certaines parfois alléguées sont à écarter. Ainsi il ne saurait être question d'un affaiblissement de la race. Les difficultés matérielles de la vie contemporaine ne peuvent non plus constituer une des principales causes de la restriction volontaire des naissances. Infiniment plus sérieuse et plus frappante est l'explication qu'on tire de l'influence sur les mœurs du régime successoral français. Sous l'ancien régime les lois favorisaient la transmission intégrale du domaine familial à un seul des enfants. « Dans sa rage d'individualisme et d'égalitarisme », la Révolution française décréta le partage rigoureusement égal des biens de famille entre tous les enfants. Résultat : beaucoup de pères de famille — surtout paysans — préfèrent n'avoir qu'un, tout au plus que deux enfants, plutôt que de voir le domaine familial pulvérisé. Il semble aussi que le développement d'une « civilisation démocratique » soit un facteur essentiel d'une natalité décroissante. Mais ici il convient de bien spécifier ce qu'est la civilisation et ce qu'est la démocratie. Il existe nombre de familles françaises qui sont comme la fleur de la civilisation européenne et qui tiennent à honneur d'élever de nombreux enfants. De même si par démocratie on entend « l'ascension sociale de tous ceux qui en sont dignes », l'idéal démocratique devient très conciliable avec celui qui crée les foyers sains et féconds.

« La vraie cause de la dépopulation est d'ordre essentiellement moral ». Or, malgré tous les progrès accomplis, la force morale en France n'a pas augmenté, et on peut même dire qu'elle a fléchi. Il faut reconnaître du reste que, depuis 1870, les pouvoirs publics français l'ont bien mal défendue contre toutes ces plaies sociales qui sont la honte de notre époque. Certaines propagandes effrénées, les abus de l'alcoolisme (le marchand de vins étant grand électeur !), la loi du divorce ont produit les effets les plus néfastes.

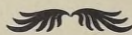
Du reste voilà un fait d'importance capitale et qui est particulièrement à relever : la natalité est restée la plus forte dans les départements — et dans les familles — où les croyances religieuses sont demeurées les plus vivaces. Or, sous prétexte de combattre le cléricalisme à quelle « nefaste besogne » se sont livrés depuis un demi-siècle tant d'hommes politiques français si ce n'est à miner dans les âmes l'idée religieuse ? Il faut dire à leur décharge qu'ils ont vécu à une mauvaise époque de l'histoire française : la France vaincue s'était fait une mentalité de vaincue et en était venue à renier ses propres gloires

(les plans d'études de l'enseignement secondaires, dont le nouveau programme a fait heureusement justice du rest), le prouvent avec évidence. Elle avait perdu toute foi. « Pour créer de la vie il faut croire en la vie ». « On ne dira jamais assez tout ce que notre défaite de 1870 nous a fait commettre de sottises. »

Le temps de ces sottises est passé ; il convient de les réparer, car elles sont réparables. Les Français doivent se faire tout d'abord une mentalité de vainqueurs et faire figure de victorieux à l'égard des vaincus comme des alliés. Esprit nouveau qui devrait se traduire dans une série de mesures d'ordre juridique et social. Le vote familial d'abord, le suffrage universel, tel qu'il fonctionne aujourd'hui en France, étant « une absurdité et un mensonge ». Institution du sur-salaire familial, car c'est une véritable prime au célibat, aussi injuste qu'odieuse, qu'un célibataire, pour le même travail, reçoit le même salaire qu'un père de famille quel que soit le nombre de ses enfants. Beaucoup d'autres mesures s'imposent : augmentation au profit des familles nombreuses de l'impôt sur le revenu affectant célibataires et divorcés ; avancement réservé de préférence aux chefs de familles nombreuses dans tous les emplois ou fonctions rémunérés ; affectation à eux aussi de la plupart des bourses scolaires et autres faveurs analogues. L'État devrait encourager et favoriser par tous les moyens les initiatives individuelles ayant pour objet la lutte contre les fléaux tels que la tuberculose, l'alcoolisme, le taudis, etc. Lutte énergique contre les provocations à l'immoralité dans l'art et la littérature et surtout contre les propagandes néo-malthusiennes. Construction d'habitations à bon marché à l'usage des jeunes ménages ou des familles nombreuses. Maisons de retraite ou de repos pour les jeunes mères fatiguées ou épuisées. Atténuation de quelque façon de la crise des domestiques, si néfaste pour les jeunes ménages de la classe moyenne. (« Ne serait-il pas possible d'orienter dans cette double voie un certain nombre de congrégations féminines ») ? Modification de fond en comble du régime successoral : retour à la liberté absolue de tester ou, si la chose est impossible, atténuations sérieuses à la législation actuellement en vigueur. Tout au moins pourrait-on, à l'exemple de l'Allemagne, de l'ancienne Autriche et de l'Espagne, admettre la liberté complète de tester pour certaines régions agricoles. Enfin remaniement avec plus de hardiesse que jusqu'ici des diverses taxes successorales au profit des familles nombreuses et au détriment des célibataires et des ménages stériles.

Toutefois il s'agit de bien peser l'adage antique : *Quid leges sine moribus ?* et de se dire encore une fois que la question de la dépopulation est beaucoup moins une question politique, économique ou sociale qu'une question morale. « C'est la volonté qu'il faut atteindre ; c'est l'état moral de la France contemporaine qu'il faut modifier ». Ici encore l'État peut beaucoup. La question de la dépopulation n'étant pas pour beaucoup de Français qu'une question morale, mais aussi une question religieuse — « plus d'anticléricalisme officiel, plus de persécutions ouvertes ou mesquines et sournoises ». Ne pas oublier que si la France entière avait de 1871 à 1913 régulièrement présenté l'excédent des naissances sur les décès qui caractérise le catholicisme Finistère, elle aurait eu en août 1914 cinq cent mille hommes de plus sous les armes. « Qui oserait soutenir que le catholicisme n'est pour rien dans la natalité du Finistère ? »

Conclusion : un péril immense menace la patrie commune. Dans un admirable sursaut elle a échappé à la mort après 1914, mais sa victoire l'a laissée « saignante et pantelante », « proie plus tentante peut-être que jamais aux jalouses convoitises du dehors ». Elle doit réagir vigoureusement contre elle-même et contre ses habitudes, comme « contre son âme de vaincue de 1870 ». Il faut lui créer une mentalité nouvelle, ou plutôt sa mentalité il faut la refondre et la rajeunir. Il faut tout d'abord recourir à tout un ensemble de mesures convergentes ; il faut aussi, et le plus vite possible, venir de toutes les façons possibles au secours du père de famille et lui faciliter sa tâche. « Ce sont les nombreuses familles qui ont sauvé la France. » « Et ce sont elles aussi qui la sauveront dans l'avenir. »



Prière à nos lecteurs de lire l'annonce de notre page 22 et de nous envoyer sans tarder leur souscription éventuelle, nos abonnés seront les premiers servis.

Etablissements Fr. CEUTERICK, rue Vital Decoster, 60, Louvain.

## ALLEMAGNE

### La Jeunesse

D'après un article de Meyrick Booth (Jena) : « Le mouvement de la jeunesse allemande », dans le HIBBERT JOURNAL d'avril 1924.

Ce mouvement est un facteur très important en Allemagne et très peu connu dans le monde anglo-saxon.

A première vue cette *Jugendbewegung* rappelle les Boy-Scout ou quelque chose d'analogue. Cette analogie n'explique par ce mouvement. Il avait commencé plusieurs années avant la guerre ; elle comptait probablement en août 1914 plus d'un demi-million de membres des deux sexes.

Cette *Jugendbewegung* est la révolte de la jeunesse énergique et idéaliste d'Allemagne, contre le matérialisme de la vie moderne. C'est la protestation de la jeunesse contre le manque de prévoyance qui nous a amenés tous là où nous sommes.

La *Jugendbewegung* ne vise pas en premier lieu à des réalisations pratiques : « c'est une force qui n'est dans son essence ni pratique ni intellectuelle. C'est un soulèvement de vie subconsciente longtemps réprimée ; c'est à peine si elle sait encore de quel côté elle se tailler un chemin. Le mouvement ne s'est pas cristallisé en des formules intellectuelles. Il est plastique ». L'observateur critique y relèvera beaucoup de vague et de romanesque.

Octobre 1916 est une date dans l'histoire du mouvement. De là date la fondation de l'Association dite « Libre jeunesse allemande ». Elle n'a pas d'étiquette politique, ou sociale, ou religieuse. Elle représente l'effort de la jeunesse de penser pour elle-même, de s'éloigner de toute l'ambiance de la société moderne ; elle regarde les partis politiques comme « des divisions engendrées par une manière de penser surannée ». La *Freideutsche* s'est peut-être prêtée aux influences militaristes et pangermanistes au cours de la guerre. Beaucoup de lettres de ses membres écrites du front en font foi. Bien que l'aile gauche de la *Freideutsche* ait pu être accusée parfois de points de vue et d'« expériences » hasardées dans le domaine des relations entre les sexes, il n'est pas douteux que dans l'ensemble, la *Jugendbewegung* n'ait eu dans le même domaine une influence nettement purificatrice. Chose bizarre et qui intrigue l'étranger : dès le début, la jeunesse « révoltée » d'Allemagne s'est montrée presque aussi sceptique à l'égard de tendances toutes modernes, comme le féminisme, le communisme, etc., que des vieilles idoles.

La *Jugendbewegung* compte encore d'autres branches : la jeunesse prolétarienne, protestante, enfin catholique. Le jeunesse catholique d'Allemagne a réagi plus vigoureusement que la jeunesse protestante. Apparemment le jeunesse catholique a regardé la *Jugendbewegung* « comme un réveil de l'âme ancienne du peuple allemand depuis longtemps ensevelie sous le matérialisme moderne et la *Staatskultur* ». Or, cette âme est « historiquement et psychologiquement plus proche de l'Église catholique et de sa tradition que du luthérianisme ». Le groupe catholique de la jeunesse se divise en plusieurs sections : *Hochland* (pour étudiants des universités et écoles techniques), *Quickborn* (pour garçons et filles des écoles supérieures), *grossdeutsches land*, *Neudeutschland*, *Jungborn* (pour jeunes ouvriers et apprentis). *Quickborn* seul a sept mille membres. Le grand quartier général pour toute l'Allemagne est à Kottenfels, où habite le docteur Strehle, président permanent de la section catholique de la Jeunesse.

Alors que l'aile gauche de la jeunesse représente une tentative de la jeunesse de façonner sa vie et de s'attaquer aux problèmes de la civilisation sur une base « libre », la section catholique a groupé autour d'elle les jeunes gens qui estiment que ces problèmes ne peuvent être résolus que du point de vue chrétien et catholique.

En lisant ce qu'ils écrivent, on a l'impression qu'ils ont « découvert » à nouveau le christianisme et le proclament au monde avec un spontanéité et une conviction entières. Au courant des deux dernières années, c'est surtout parmi cette jeunesse catholique que s'est propagé le mouvement tendant à rassembler de l'argent en Allemagne pour la réparation des régions françaises dévastées. Des milliers de petits dons sont venus de tous les coins de l'Allemagne. Beaucoup de jeunes filles appartenant à la *Jugendbewegung* ont vendu leur bijoux, pour se procurer de l'argent dans ce but. Une d'elles, membre de la *Grossdeutschesland*, écrivait :

« Donnons aux Français de notre plein gré, sans le jeter en colère à leurs pieds, sans penser à une vengeance future ! Nous offrirons un sacrifice d'amour, afin que les Français et nous-mêmes soyons libérés des désirs de vengeance ».

## Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000

Réserves : 22.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Comptes de Chèques et de Quinzaine.

Dépôts de Titres et de Valeurs.

Lettres de Crédit.

Prêts sur Titres.

Coffres-Forts.

BUREAUX DE QUARTIER :

Bureau A : Place Bara, 14, Cureghem

Bureau B : Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Bureau C : Place Saintelette, 26, Molenbeek

Bureau D : Rue de Tongres, 60-62.



N. B. — Le nouveau numéro  
du Téléphone est : 122,51

## Etablissement Mauquoy & Fils

Graveurs — Medailleurs — Photograpeurs — Timbreurs

7, Marché St-Jacques, ANVERS

MAISON FONDÉE EN 1875

Tél. 6242

## A la Grande Fabrique

E. Esders

26, rue de la Vierge Noire. 26

Bruxelles

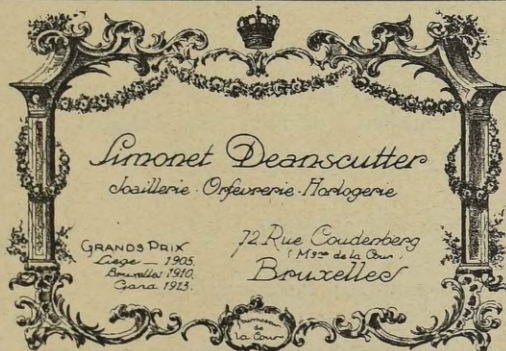
Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.  
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures.  
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.



**CHOCOLAT**

**DU C'ANVERS**  
LA GRANDE  
MARQUE BELGE



La marque qui se trouve sur tous nos Gramophones et Disques.

C'est le symbole de la suprématie

Demandez nos Catalogues et l'adresse du revendeur le plus proche

**C<sup>ie</sup> française du Gramophone**  
BRUXELLES  
171, Boul. Maurice Lemonnier  
65, rue de l'Écuyer  
42, Place de Meir. — Anvers

**VAN CAMPENHOUT Frères et Sœur**

MAISON FONDÉE EN 1873

**-: François VAN NES Successeur :-**  
13, RUE DE LA COLLINE, BRUXELLES Tél. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE  
FABRIQUE DE REGISTRES — COPIE-LETRES  
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES

Usine électrique : 36, RUE VANDERSTRAETEN

Polit et préserve vos Meubles Linoleums Parquets Carrosseries d'Automobiles

**Poliflor**  
ANTISEPTIC AND PRESERVING  
**FLOOR, LINO FURNITURE WAX**  
MADE FOR TILED FLOORS  
TRADE MARK REGISTERED

Fabriqué par THE NUGGET Polish Co

LA MAISON DU TAPIS



**BENEZRA**



Rue de l'Écuyer, 41-43, BRUXELLES

TÉLÉPHONE 271.15



TAPIS D'ORIENT, anciens et modernes. MOQUETTES UNIES tous les tons.  
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS (divers dessins et toutes largeurs).  
CARPETTES DES FLANDRES et autres (imitation parfaite de l'Orient).  
: : : : TAPIS D'AVIGNON unis et à dessins. : : : :

Les prix défient à qualité égale toute concurrence

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS